

## TRADUCTION

## AUTORITE FLAMANDE

[C – 2022/15600]

**8 JUILLET 2022. — Arrêté du Gouvernement flamand portant clôture de la session 2021-2022 du Parlement flamand****Fondement juridique**

Le présent arrêté est fondé sur :

- le Décret spécial du 7 juillet 2006 relatif aux institutions flamandes, article 10, § 3, instauré par le Décret spécial du 20 juin 2008 portant remplacement de l'article 10 du décret spécial du 7 juillet 2006 relatif aux institutions flamandes.

**Formalités**

Les formalités suivantes ont été remplies :

- L'Inspection des Finances a rendu un avis favorable le 28 juin 2022. Aucun accord budgétaire n'est requis.

**Motivation**

Le présent arrêté se fonde sur les motifs suivants :

- La session ordinaire 2022-2023 du Parlement flamand sera ouverte de plein droit le 26 septembre 2022, c'est-à-dire le quatrième lundi de septembre.

- La session 2021-2022 du Parlement flamand doit être clôturée par le Gouvernement flamand.

**Cadre juridique**

Le présent arrêté fait suite à la réglementation suivante :

- L'ouverture et la clôture de la session ordinaire du Parlement flamand ont lieu conformément à l'article 10, §§ 1<sup>er</sup> et 3 du Décret spécial du 7 juillet 2006 relatif aux institutions flamandes, instauré par le Décret spécial du 20 juin 2008 portant remplacement de l'article 10 du décret spécial du 7 juillet 2006 relatif aux institutions flamandes.

**Initiateur**

Le présent arrêté est proposé par le Vice-ministre-président du Gouvernement flamand et Ministre flamand de l'Administration intérieure, de la Gouvernance publique, de l'Insertion civique et de l'Égalité des Chances.

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

**Article 1<sup>er</sup>.** La session 2021-2022 du Parlement flamand est clôturée.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 26 septembre 2022 à 00h00.

**Art. 3.** Le ministre flamand qui a les Affaires intérieures dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 juillet 2022.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le Vice-Ministre-Président du Gouvernement flamand et Ministre flamand de l'Administration intérieure,  
de la Gouvernance publique, de l'Insertion civique et de l'Égalité des Chances,

B. SOMERS

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/21118]

**20 JUILLET 2022. — Décret modifiant le Décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Modifications apportées aux définitions, au champ d'application et aux principes généraux*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, alinéa 2, a), du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène, les mots « , l'improvisation » sont insérés entre les mots « le théâtre action » et les mots « et le théâtre jeune public ». Dans le même alinéa, il est inséré un point g) et un point h) rédigés comme suit:

« g) les marionnettes, le théâtre d'objet et arts associés;

h) les spectacles d'humour, en ce compris le stand-up ».

**Art. 2.** Au 15<sup>o</sup> du même article, les modifications suivantes sont apportées:

1. le mot « allocation » est remplacé par les mots « aide financière ponctuelle »;

2. les mots « d'écriture, de préproduction, » sont insérés entre les mots « de formation, » et les mots « de composition ».

**Art. 3.** Au 16<sup>o</sup> du même article, les modifications suivantes sont apportées:

1. le mot « ponctuelle » est inséré entre les mots « aide financière » et le mot « accordée »;

2. les mots « sur une durée maximale de trois ans » sont supprimés.

**Art. 4.** Dans le même article, il est inséré entre les points 16° et 17°, un 16°/1, un 16°/2 et un 16°/3 rédigés comme suit:

« 16°/1 Contrat de création: un dispositif contractuel accordant une aide financière à une personne morale relevant en ordre principal de la catégorie des structures de création en vue de soutenir son fonctionnement et ses activités, sur une période de trois ou cinq ans;

16°/2 Contrat de services: un dispositif contractuel accordant une aide financière à une personne morale relevant en ordre principal de la catégorie des structures de services en vue de soutenir son fonctionnement et ses activités, sur une période de trois ou cinq ans;

16°/3 Contrat de diffusion: un dispositif contractuel accordant une aide financière à une personne morale relevant en ordre principal de la catégorie des lieux de diffusion ou des festivals en vue de soutenir son fonctionnement et ses activités, sur une période de trois ou cinq ans; ».

**Art. 5.** Au 22° du même article, les mots « sous 18° et 19° » sont remplacés par les mots « sous 20° et 21° ».

**Art. 6.** Dans le même article, il est inséré un 25° rédigé comme suit:

« 25° auto-évaluation: bilan critique, conçu et concerté par l'opérateur culturel en interne, visant à faire apparaître l'adéquation entre les objectifs poursuivis, les moyens mis en œuvre et les impacts obtenus; ».

**Art. 7.** Dans le même article, il est inséré un 26° rédigé comme suit:

« 26° diversité culturelle: multiplicité des formes par lesquelles les cultures des individus, des groupes et des sociétés trouvent leur expression, se manifestant au travers des divers modes de création artistique, de production, de diffusion, de distribution et de jouissance des expressions culturelles; ».

**Art. 8.** Dans le même article, il est inséré un 27° rédigé comme suit:

« 27° mutualisation: processus qui vise à mettre en commun des ressources et des compétences entre opérateurs et professionnels du secteur des arts de la scène, dans un optique d'économies d'échelles et de répartition plus efficiente des moyens ».

**Art. 9.** Dans le même article, il est inséré un 28° rédigé comme suit:

« 28° durabilité: caractère pérenne et soutenable d'un projet sur les plans artistique, économique, social et environnemental ».

**Art. 10.** Dans le même article, il est inséré un 29° rédigé comme suit:

« 29° interculturalité: l'interculturalité désigne les processus dynamiques et interactifs (échanges, mélanges) entre groupes ou individus porteurs de cultures différentes et/ou multiples. Il s'agit d'un processus dont la finalité est l'intercompréhension et la construction d'un monde commun ».

Dans le même article, il est inséré un 30° rédigé comme suit:

« 30° libertés et droits culturels: les libertés et droits culturels consacrés par la Déclaration de Fribourg sur les droits culturels ».

**Art. 11.** Dans le même décret, il est inséré entre les articles 1<sup>er</sup> et 2 un article 1/1 rédigé comme suit:

« Art. 1/1. Le présent décret et les régimes d'aide qu'il prévoit poursuivent les objectifs généraux suivants:

1. soutenir la création artistique, sous toutes ses formes, et garantir la liberté artistique, l'émergence, l'excellence artistique et la diversité culturelle;

2. favoriser la rencontre entre les artistes, les œuvres et les publics, dans une perspective de démocratisation culturelle, notamment au moyen d'une médiation adéquate;

3. valoriser les artistes et créateurs de la Communauté française en veillant à une représentation diversifiée des femmes et des hommes, dans le respect de l'égalité des femmes et des hommes et des valeurs de l'interculturalité;

4. encourager le développement et la structuration des réseaux de collaboration entre les opérateurs culturels soutenus par la Communauté française, dans une logique de durabilité et de mutualisation des ressources ou des compétences;

5. permettre une juste rémunération des artistes, créateurs et techniciens ».

**Art. 12.** Dans l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, le point 1°, a), ii., est complété par les mots « , en ce compris les fédérations professionnelles représentatives ».

Dans le même alinéa, le point 1°, a), iii., est complété par les mots « ou des accueils en résidence ».

Dans le même alinéa, le point 1°, a), iv., est complété par les mots « ou des accueils en résidence ».

Dans le même alinéa, au point 1°, a), vi., les modifications suivantes sont apportées:

1. les mots « notamment par la mutualisation de leurs compétences et ressources, » sont insérés entre les mots « ces domaine(s) et les mots « et pour contribuer »;

2. le mot « singulières » est remplacé par le mot « diverses ».

#### CHAPITRE 2. — *Suppression de la procédure distincte de reconnaissance*

**Art. 13.** Le Titre V du même décret et les articles 30 à 34 qu'il contient sont abrogés.

#### CHAPITRE 3. — *Modifications apportées à la procédure d'octroi des aides financières*

**Art. 14.** L'article 35 du même décret est remplacé par ce qui suit:

« Art. 35. Il existe six types d'aides financières:

1. la bourse, dont le montant est compris entre 1.000 et 15.000 euros;

2. l'aide au projet, dont le montant est compris entre 5.000 et 75.000 euros;

3. le contrat de création, dont le montant est compris entre 20.000 et 150.000 euros;

4. le contrat de services, dont le montant est compris entre 20.000 et 150.000 euros;

5. le contrat de diffusion, dont le montant est compris entre 20.000 et 150.000 euros;

6. le contrat-programme, dont le montant est compris entre 75.000 et 20.000.000 euros ».

**Art. 15.** L'article 35/1 du même décret est remplacé par ce qui suit:

« Art. 35/1. En vue de l'application du présent décret, le Gouvernement prévoit en crédits d'engagement un budget annuel minimal de 99.963.000 euros sous la forme de soutien structurel.

En vue de l'application du présent décret, le Gouvernement prévoit en crédits d'engagement un budget annuel minimal de 9.649.000 euros sous la forme de soutien ponctuel.

Le budget mentionné à l'alinéa 1<sup>er</sup> est indexé au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année en suivant l'évolution de l'indice santé.

Les aides financières sont accordées dans les limites des crédits budgétaires disponibles visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Les commissions d'avis compétentes veillent à formuler leurs propositions dans le respect de ces limites ».

**Art. 16.** L'article 36 du même décret est remplacé par ce qui suit:

« Art. 36. Pour pouvoir être subventionnée en vertu du présent décret, la personne morale visée à l'article 2, 1<sup>o</sup>, ou la personne physique visée à l'article 2, 2<sup>o</sup>, doit:

1. être établie ou domiciliée en région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale;
2. développer, conformément à ses statuts s'il s'agit d'une personne morale, des activités artistiques professionnelles ou des activités d'information, de conseils et autres services offerts aux professionnels des arts de la scène;
3. mener des activités qui s'adressent significativement aux publics de la Communauté française ».

**Art. 17.** L'article 37 du même décret, abrogé par le décret du 13 octobre 2016, est rétabli dans la rédaction suivante:

« Art. 37. § 1<sup>er</sup>. Les services du Gouvernement mettent à disposition des demandeurs, pour chaque type d'aide, un formulaire permettant:

1. d'identifier le domaine d'expression artistique concerné par la demande;
2. d'identifier le demandeur et le cas échéant la catégorie à laquelle il se rattache;
3. d'identifier si la demande a pour objet une activité s'adressant principalement au jeune public au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 14<sup>o</sup>;
4. de recueillir les éléments nécessaires à la vérification des conditions qui se rattachent au type d'aide sollicitée;
5. de recueillir les éléments nécessaires à l'appréciation par la Commission d'avis compétente des critères d'appréciation définis aux articles 45, 50/2, 55, 61/1, 61/8 et 65.

Le formulaire est accompagné d'un vade-mecum explicitant les éléments attendus et la procédure à suivre. Ce vade-mecum est soumis à l'approbation du Ministre.

Les chambres de concertations sont averties par les services du Gouvernement de toute modification apportée aux vade-mecum et aux formulaires.

§ 2. En concertation avec les chambres de concertation compétentes, les services du Gouvernement déterminent par domaine et par type d'aide, les échéances auxquelles les demandes d'aides doivent lui être adressées. Ces échéances sont publiées sur le site internet de l'administration.

Les bourses et les aides aux projets peuvent être sollicités au moins une fois par an.

Les contrats de création, de services et de diffusion d'une durée de trois ans peuvent être sollicités tous les trois ans.

Les contrats-programme, ainsi que les contrats de création, de services et de diffusion d'une durée de cinq ans, peuvent être sollicités tous les cinq ans. ».

**Art. 18.** L'article 38 du même décret est remplacé par ce qui suit:

« Art. 38. § 1<sup>er</sup>. Les services du Gouvernement délivrent au demandeur un accusé de réception et vérifient dans le mois la complétude la demande.

Dans l'hypothèse où le dossier est incomplet, le demandeur en est averti et dispose d'un délai de deux semaines pour transmettre les pièces manquantes. Passé ce délai, la demande est considérée comme irrecevable de plein droit.

§ 2. Les services du Gouvernement établissent pour toute demande recevable un rapport-type d'analyse contenant:

1. les éléments nécessaires à l'appréciation par la Commission d'avis compétente des critères d'appréciation définis aux articles 45, 50/2, 55, 61/1, 61/8 et 65;
2. une analyse budgétaire.

Ce rapport-type est transmis à la Commission d'avis compétente.

§ 3. La Commission d'avis compétente évalue la demande et émet un avis motivé sur l'opportunité d'octroyer l'aide sollicitée et sur le montant de celle-ci. En cas de demande de contrat, elle veille à ce que le montant proposé en cas d'avis positif inclue tant les frais de fonctionnement de la structure que ceux liées aux activités prestées.

L'avis est rendu selon un modèle établi par les services du Gouvernement.

§ 4. Après avis de la Commission d'avis compétente, le Gouvernement se prononce sur l'octroi de l'aide sollicitée. S'il s'écarte de l'avis mentionné au § 3, il motive cette décision de manière précise et circonstanciée.

Les services du Gouvernement informent le demandeur de la décision prise et:

1. si elle est positive, du montant de l'aide et de ses modalités de liquidation;
2. si elle est négative, des possibilités de recours.

§ 5. L'octroi d'une aide financière en vertu du présent décret emporte la reconnaissance de son bénéficiaire par la Communauté française pour une durée de cinq ans. ».

**Art. 19.** L'article 39 du même décret est remplacé par ce qui suit:

« Art. 39. Le bénéficiaire d'une aide accordée en vertu du présent décret est tenu de remettre un rapport d'activité aux services du Gouvernement, selon les modalités prévues aux articles 46, 51, 58, 61/4, 61/11 et 68.

Lorsque le rapport ne leur est pas adressé dans les délais impartis, les services du Gouvernement adressent à la personne un rappel et, à défaut de réception du rapport dans le mois, une mise en demeure par envoi recommandé. Le délai dans lequel il doit être satisfait à cette mise en demeure est de 15 jours.

A défaut de remettre son rapport, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucun autre régime de subvention.

Le bénéficiaire est tenu de conserver, pendant au moins 24 mois à compter de la remise de son rapport d'activité, les justificatifs des dépenses qui y sont mentionnées et de les transmettre sur demande à l'administration. ».

**Art. 20.** Dans l'article 40 du même décret, l'alinéa 1<sup>er</sup> est abrogé.

**Art. 21.** L'article 41 du même décret est remplacé par ce qui suit:

« Art. 41. Au plus tard le 31 mars de la dernière année couverte par un contrat de création, un contrat de services, un contrat de diffusion ou contrat-programme, son bénéficiaire informe les services du Gouvernement de son souhait de voir celui-ci renouvelé.

Le demandeur transmet aux services du Gouvernement les éléments mentionnés à l'alinéa 2 des articles 54, 61, 61/7 et 64. La demande est traitée conformément à l'article 38.

A défaut d'une décision du Gouvernement quant à l'octroi du renouvellement du contrat à l'échéance de celui-ci, la période de subvention est prolongée pour une durée d'un an pour autant que l'opérateur ne soit pas dans une situation justifiant une suspension, modification ou résiliation du contrat. Si le renouvellement est accordé, la durée de cette prolongation est incluse dans la durée du nouveau contrat.

Sous réserve des crédits budgétaires disponibles visés à l'article 35/1, le montant de la subvention perçue pendant la prolongation est égal au montant de la subvention annuelle prévue par le contrat arrivant à échéance. ».

**Art. 22.** Dans le chapitre 1<sup>er</sup> du titre VI du même décret, il est inséré à la suite de l'article 41 un article 41/1 rédigé comme suit:

« Art. 41/1. Les modalités de modification, de suspension et de résiliation des aides sont fixées par le Gouvernement.

Aucune aide ne peut être suspendue, modifiée ou résiliée sans avoir été soumis au préalable à l'avis de la Commission d'avis compétente.

Par dérogation à l'alinéa 2, ne nécessitent pas l'avis de la Commission d'avis compétente:

1. la suspension du versement des subventions dans l'attente de la remise des justificatifs;
2. la résiliation d'un contrat de création, de services ou de diffusion pour cause de prise d'effet d'un contrat-programme;
3. la déchéance et la résiliation de plein droit visées à l'article 76, §§ 3 et 4. ».

#### CHAPITRE 4. — *Modifications apportées au régime des bourses*

**Art. 23.** Dans le chapitre 2 du titre VI du même décret, l'article 42 est inclus dans une section 1<sup>ère</sup> intitulée « Objectifs spécifiques ».

**Art. 24.** Le même article 42, abrogé par le décret du 13 octobre 2016, est rétabli dans la rédaction suivante:

« Art. 42. Complémentairement aux objectifs généraux visés à l'article 1/1, le régime des bourses vise à:

1. soutenir les artistes et les créateurs dans le développement de leur parcours professionnel, en leur permettant de se former et d'expérimenter;
2. contribuer à la recherche de formes d'expressions nouvelles;
3. visibiliser et valoriser les processus d'écriture, de préproduction ou de composition;
4. favoriser le développement du réseau professionnel des artistes et créateurs ».

**Art. 25.** Dans le même chapitre, l'article 43 est inclus dans une section 2 intitulée « Conditions d'octroi ».

**Art. 26.** Le même article 43 est remplacé par ce qui suit:

« Art. 43. L'octroi d'une bourse est soumis aux conditions suivantes:

1. le demandeur doit être une personne physique répondant aux conditions de l'article 36; elle peut toutefois demander, sous sa responsabilité, le versement de l'aide à une personne morale à laquelle elle est liée;
2. les bourses dont l'objet concerne un projet de recherche, d'expérimentation et de formation peuvent être envisagées comme une étape préalable à une création future ou ne pas viser spécifiquement un résultat tangible;
3. les bourses ne peuvent se substituer à une aide au projet et financer la création à proprement parler, notamment les répétitions ou l'enregistrement;
4. une même personne ne peut obtenir qu'une seule bourse par projet ».

**Art. 27.** Dans le même chapitre, les articles 44 à 45/1 sont regroupés dans une section 3 intitulée « Critères d'appréciation ».

**Art. 28.** L'article 44 précité est abrogé.

**Art. 29.** L'article 45 précité est remplacé par ce qui suit:

« Art. 45. Pour évaluer la demande de bourse, la Commission d'avis compétente s'appuie sur les critères suivants:

1. l'intérêt artistique et culturel du projet en termes de recherche et d'expérimentation ou de structuration d'un projet futur, notamment au regard du parcours professionnel du demandeur;
2. l'intérêt du projet en termes de développement du réseau professionnel du demandeur;
3. l'adéquation entre le montant de la bourse demandée et le projet ».

**Art. 30.** L'article 45/1 précité est abrogé.

**Art. 31.** Dans le même chapitre, l'article 46 est inclus dans une section 4 intitulée « Rapport d'activité ».

**Art. 32.** Le même article 46 est remplacé par ce qui suit:

« Art. 46. Le rapport d'activité se rapportant à une bourse est transmis dans les six mois de la finalisation du projet et, au plus tard, dans les trente-six mois qui suivent la décision d'octroi.

Le rapport contient:

1. une description critique du travail mené grâce à la bourse;
2. la liste des partenariats éventuellement mis en œuvre à l'occasion du travail mené;
3. un inventaire des dépenses effectuées en lien avec le travail mené ».

CHAPITRE 5. — *Modifications apportées au régime des aides au projet*

**Art. 33.** Dans le chapitre 2 du titre VI du même décret, l'intitulé de la section 1ère est remplacé par ce qui suit:  
« Section 1. – Objectifs spécifiques ».

**Art. 34.** Dans la même section l'article 47 est remplacé par ce qui suit:

« Art. 47. § 1<sup>er</sup>. Complémentairement aux objectifs généraux visés à l'article 1/1, le régime des aides au projet vise à:

1. soutenir l'émergence de projets innovants, durables et variés en termes de création, de programmation ou d'accompagnement d'artistes;

2. favoriser la mise en réseau des artistes, des œuvres et des professionnels.

§ 2. Dans les domaines visés à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, alinéa 2, a), b), e), f) et g), les aides au projet se déclinent selon cinq axes:

1. les aides à la création;

2. les aides à la programmation;

3. les aides à la reprise;

4. les aides au développement;

5. les aides au projet d'encadrement, de formation ou de promotion d'artistes.

Dans les domaines visés à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, alinéa 2, c) et d), les aides aux projets se déclinent selon quatre axes:

1. les aides au projet d'artistes;

2. les aides au projet d'ensembles;

3. les aides à la programmation;

4. les aides au projet d'encadrement, de formation ou de promotion d'artistes. ».

**Art. 35.** Dans le même chapitre, l'intitulé de la section 2 est remplacé par ce qui suit:

« Section 2. – Conditions d'octroi ».

**Art. 36.** Dans la même section, l'article 48 est remplacé par ce qui suit

« Art. 48. L'octroi d'une aide au projet est soumis aux conditions suivantes:

1. le demandeur doit être une personne physique ou morale répondant aux conditions de l'article 36;

2. le demandeur ne dispose pas d'un contrat de création, d'un contrat de services, d'un contrat de diffusion ou d'un contrat-programme;

3. un même projet ne peut bénéficier que d'une seule aide au projet par axe ».

**Art. 37.** Dans la même section, l'article 49 est abrogé.

**Art. 38.** Dans la même section, l'article 50 est abrogé.

**Art. 39.** Dans la même section, l'article 50/1 est abrogé.

**Art. 40.** Dans le même chapitre, l'intitulé de la section 3 est remplacé par ce qui suit:

« Section 3. – Critères d'appréciation ».

**Art. 41.** Dans la même section, l'article 50/2 est remplacé par ce qui suit:

« Art. 50/2. Pour évaluer la demande d'aide au projet, la Commission d'avis compétente prend en considération la spécificité du demandeur et s'appuie sur les critères suivants:

1. la qualité artistique et culturelle du projet, et en particulier l'attention portée aux formes et expressions les plus diverses dans le domaine concerné;

2. la place accordée aux artistes et créateurs de la Communauté française;

3. les capacités de rayonnement du projet et/ou la qualité et l'originalité de la dynamique de collaboration sectorielle ou intersectorielle;

4. l'adéquation entre le projet et les modalités budgétaires de celui-ci, avec une attention particulière à la rémunération des artistes, créateurs et techniciens ».

**Art. 42.** Dans le même chapitre, l'intitulé de la section 4 est remplacé par ce qui suit:

« Section 4. – Rapport d'activité ».

**Art. 43.** Dans la même section, l'article 51 est remplacé par ce qui suit

« Art. 51. Le rapport d'activité se rapportant à une aide au projet est transmis dans les six mois de la finalisation du projet et au plus tard dans les trente-six mois de la décision d'octroi.

Le rapport contient:

1. un calendrier et une description critique des activités menées grâce à l'aide au projet;

2. la liste des partenariats éventuellement mis en œuvre;

3. les comptes de dépenses et de recettes du projet;

4. une note de présentation des comptes explicitant notamment:

- a) le détail des rémunérations des équipes;
- b) la répartition de la charge salariale entre les hommes et les femmes ».

**Art. 44.** Dans la même section, l'article 51/1 est abrogé.

**Art. 45.** Dans le même chapitre, la section 5 et l'article 51/2 qu'elle contient sont abrogés.

CHAPITRE 6. — *Instauration du régime des contrats de création, des contrats de services et des contrats de diffusion*

**Art. 46.** Dans le même titre, le chapitre IV abrogé par le décret du 13 octobre 2016 est rétabli avec l'intitulé suivant:

« Chapitre IV. – Des contrats de création, de services et de diffusion ».

**Art. 47.** Dans le chapitre IV, rétabli par l'article 46, il est inséré une section 1 contenant les articles 52 à 58 et intitulée:

« Section 1. – Des contrats de création ».

**Art. 48.** Dans la section 1, insérée par l'article 47, il est inséré une sous-section 1 contenant l'article 52 et intitulée:

« Sous-section 1. – Objectifs spécifiques ».

**Art. 49.** Dans la sous-section 1, insérée par l'article 48, l'article 52, abrogé par le décret du 13 octobre 2016, est rétabli dans la rédaction suivante:

« Art. 52. Complémentairement aux objectifs généraux visés à l'article 1/1, le régime des contrats de création vise à offrir un soutien structurel adapté aux structures de création, incluant tant les frais de fonctionnement de la structure que ceux liés aux activités prestées. ».

**Art. 50.** Dans la section 1, insérée par l'article 47, il est inséré une sous-section 2 contenant l'article 53 et intitulée:

« Sous-section 2. – Conditions d'octroi ».

**Art. 51.** Dans la sous-section 2, insérée par l'article 50, l'article 53, abrogé par le décret du 13 octobre 2016, est rétabli dans la rédaction suivante:

« Art. 53. Pour être bénéficiaire du régime des contrats de création, l'opérateur doit:

1. être une personne morale répondant aux conditions de l'article 36;
2. relever, en ordre principal, de la catégorie des structures de création et ne pas disposer d'un contrat-programme;
3. tenir la comptabilité et établir ses comptes, conformément à l'article 3:47 du Code des sociétés et des associations et au Livre III du Code de droit économique;
4. faire état d'au moins deux créations abouties et reconnues dans le secteur professionnel des arts de la scène;
5. s'il s'agit d'un premier contrat, être en équilibre financier ou, s'il s'agit d'un renouvellement et que l'opérateur présente un déséquilibre financier, disposer d'un plan d'assainissement approuvé par le Gouvernement ou présenter simultanément à la demande un projet de plan d'assainissement financier;
6. respecter les conditions auxquelles la Partie III du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle subordonne le bénéfice des subventions structurelles. ».

**Art. 52.** Dans la section 1, insérée par l'article 47, il est inséré une sous-section 3 contenant les articles 54 et 55 et intitulée:

« Sous-section 3. – Contenu de la demande et critères d'appréciation ».

**Art. 53.** Dans la sous-section 3, insérée par l'article 52, l'article 54, abrogé par le décret du 13 octobre 2016, est rétabli dans la rédaction suivante:

« Art. 54. La demande de contrat de création comprend:

1° en cas de premier contrat de création, une présentation synthétique de l'historique de l'opérateur comprenant les éléments suivants:

a) la structure administrative générale de l'opérateur et, le cas échéant, l'identification de ses différentes composantes;

b) une liste des précédentes créations et de leur diffusion, et des activités de recherche et d'expérimentation le cas échéant, en précisant si elles ont été soutenues par la Communauté française et en identifiant les partenaires éventuels;

c) une description des actions mises en place pour favoriser l'exercice de leurs libertés et droits culturels par les publics;

d) le bilan et les comptes de résultats de l'exercice comptable précédant le dépôt du dossier;

2° pour la période visée par la demande, une présentation du projet, dont:

a) une note d'intention explicitant le projet artistique de l'opérateur ainsi que les axes de développement envisagés;

b) les moyens envisagés pour contribuer à une représentation diversifiée des femmes et des hommes, dans le respect de l'égalité des femmes et des hommes et des valeurs de l'interculturalité;

c) la dynamique du travail de médiation en lien avec les publics;

d) les partenariats sectoriels ou intersectoriels envisagés;

3° le budget prévisionnel des deux premières années visées par la demande, présentant notamment:

a) le taux de recettes propres;

b) la répartition des charges relatives:

- au fonctionnement;

- à l'emploi artistique;

c) le budget prévisionnel du projet si celui-ci diffère du budget de l'opérateur lui-même;

4° une note de présentation budgétaire explicitant la répartition des montants, et notamment:

- a) la répartition de la charge salariale;
- b) l'allocation des moyens à la rémunération des prestations artistiques et techniques;
- c) la manière dont le budget de l'opérateur s'articule avec le budget du projet, le cas échéant.

En cas de renouvellement, la demande comprend:

1. un rapport moral du projet défini dans le contrat de création en cours;
2. les éléments mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3° et 4°;
3. le cas échéant, une actualisation des éléments mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2° ».

**Art. 54.** Dans la sous-section 3, insérée par l'article 52, l'article 55, abrogé par le décret du 13 octobre 2016, est rétabli dans la rédaction suivante:

« Art. 55. Pour évaluer la demande de contrat de création, la Commission d'avis compétente s'appuie sur les critères suivants:

1. la qualité artistique et culturelle du projet, et en particulier l'attention portée aux formes et expressions les plus diverses dans le domaine concerné;
2. la place accordée aux artistes et créateurs de la Communauté française dans le respect de l'égalité des femmes et des hommes et des valeurs de l'interculturalité;
3. les capacités de rayonnement du projet;
4. la plus-value du soutien structurel en termes de développement du projet;
5. l'impact du projet sur l'exercice par les publics de leurs libertés et droits culturels;
6. l'adéquation entre le projet et les modalités budgétaires de celui-ci, avec une attention particulière à la rémunération des artistes, créateurs et techniciens.

Dans le cadre de son analyse, la Commission veille à ce que les projets sélectionnés contribuent dans leur ensemble à une représentation diversifiée des femmes et des hommes. ».

**Art. 55.** Dans la section 1, insérée par l'article 47, il est inséré une sous-section 4 contenant les articles 56 et 57 et intitulée:

« Sous-section 4. – Contenu et durée du contrat ».

**Art. 56.** Dans la sous-section 4, insérée par l'article 55, l'article 56, abrogé par le décret du 13 octobre 2016, est rétabli dans la rédaction suivante:

« Art. 56. Le contrat de création contient les éléments suivants:

- 1° la période couverte par le contrat;
- 2° l'objet de la subvention et, en particulier:
  - a) le ou les domaines parmi ceux visés à l'article 1<sup>er</sup>;
  - b) la description du projet soutenu, adapté au regard du montant effectivement alloué;
- 3° les modalités d'octroi de la subvention et, en particulier:
  - a) le montant accordé annuellement;
  - b) les modalités de liquidation;
  - c) les modalités d'indexation;
- 4° les modalités d'évaluation du projet, et en particulier le contenu et les modalités de remise du rapport d'activité;
- 5° les engagements de l'opérateur en termes d'équilibre financier;
- 6° les modalités de contrôle financier exercé par la Communauté française, en ce compris les modalités d'établissement d'un plan d'assainissement s'il y a lieu;
- 7° les modalités de suspension, modification, résiliation et renouvellement du contrat. ».

**Art. 57.** Dans la sous-section 4, insérée par l'article 55, l'article 57, abrogé par le décret du 13 octobre 2016, est rétabli dans la rédaction suivante:

« Art. 57. § 1<sup>er</sup>. Le contrat de création couvre une période de trois ans.

Par dérogation, un opérateur sous contrat-programme ou ayant obtenu au moins deux contrats de création consécutifs peut, lors de la prochaine échéance de renouvellement des contrats-programme, solliciter l'obtention d'un contrat de création de cinq ans.

§ 2. Si le bénéficiaire obtient un contrat-programme ou un contrat de création de cinq ans en cours de contrat de création, ce dernier prend automatiquement fin au jour de la prise d'effet du nouveau contrat. ».

**Art. 58.** Dans la section 1, insérée par l'article 47, il est inséré une sous-section 5 contenant l'article 58 et intitulée:

« Sous-section 5. – Rapport d'activité ».

**Art. 59.** Dans la sous-section 5, insérée par l'article 58, l'article 58, abrogé par le décret du 13 octobre 2016, est rétabli dans la rédaction suivante:

« Art. 58. Le rapport d'activité se rapportant à un contrat de création est transmis au terme de chaque exercice écoulé, dans les six mois qui suivent la clôture de ce dernier.

Le rapport contient:

1. les bilans et comptes de l'exercice écoulé, établis conformément aux lois et règlements comptables en vigueur, ainsi que les comptes annuels de dépenses et de recettes du projet si ceux-ci diffèrent des bilans et comptes de l'opérateur lui-même;
2. une note de présentation des comptes, explicitant la répartition des montants et, notamment:
  - la répartition de la charge salariale entre les hommes et les femmes;

- l'allocation des moyens à la rémunération des prestations artistiques et techniques, et leur répartition entre les hommes et les femmes;
- la manière dont les bilans et comptes de l'opérateur s'articulent avec les comptes de dépenses et de recettes du projet, le cas échéant;

3. une actualisation de son budget prévisionnel, le cas échéant ».

**Art. 60.** Dans le chapitre IV rétabli par l'article 46, il est inséré une section 2 contenant les articles 59 à 61/4 et intitulée:

« Section 2. – Des contrats de services ».

**Art. 61.** Dans la section 2, insérée par l'article 60, il est inséré une sous-section 1 contenant l'article 59 et intitulée:

« Sous-section 1. – Objectifs spécifiques ».

**Art. 62.** Dans la sous-section 1, insérée par l'article 61, l'article 59, abrogé par le décret du 13 octobre 2016, est rétabli dans la rédaction suivante:

« Art. 59. Complémentairement aux objectifs généraux visés à l'article 1/1, le régime des contrats de services vise à:

- offrir un soutien structurel adapté aux structures de services, incluant tant les frais de fonctionnement de la structure que ceux liés aux activités prestées;
- améliorer l'accessibilité des moyens de création, de production et de diffusion ».

**Art. 63.** Dans la section 2, insérée par l'article 60, il est inséré une sous-section 2 contenant l'article 60 et intitulée:

« Sous-section 2. – Conditions d'octroi ».

**Art. 64.** Dans la sous-section 2, insérée par l'article 63, l'article 60, abrogé par le décret du 13 octobre 2016, est rétabli dans la rédaction suivante:

« Art. 60. Pour être bénéficiaire du régime des contrats de services, l'opérateur doit:

1. être une personne morale répondant aux conditions de l'article 36;
2. relever, en ordre principal, de la catégorie des structures de services et ne pas disposer d'un contrat-programme;
3. tenir la comptabilité et établir ses comptes, conformément à l'article 3:47 du Code des sociétés et des associations et au Livre III du Code de droit économique;
4. Justifier d'une intégration dans les réseaux professionnels du secteur des arts de la scène;
5. s'il s'agit d'un premier contrat, être en équilibre financier ou, s'il s'agit d'un renouvellement et que l'opérateur présente un déséquilibre financier, disposer d'un plan d'assainissement approuvé par le Gouvernement ou présenter simultanément à la demande un projet de plan d'assainissement financier;
6. respecter les conditions auxquelles la Partie III du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle subordonne le bénéfice des subventions structurelles ».

**Art. 65.** Dans la section 2, insérée par l'article 60, il est inséré une sous-section 3 contenant les articles 61 et 61/1 et intitulée:

« Sous-section 3. – Contenu de la demande et critères d'appréciation ».

**Art. 66.** Dans la sous-section 3, insérée par l'article 65, l'article 61, abrogé par le décret du 13 octobre 2016, est rétabli dans la rédaction suivante:

« Art. 61. La demande de contrat de services comprend:

1° en cas de premier contrat de services, une présentation synthétique de l'historique de l'opérateur comprenant les éléments suivants:

- a) la structure administrative générale de l'opérateur et, le cas échéant, l'identification de ses différentes composantes;
- b) une description des activités réalisées en Communauté française, à l'échelle nationale et à l'international;
- c) une description des actions mises en place pour améliorer l'accessibilité des moyens de création, de production et de diffusion, en ce compris numériques, à destination des professionnels;
- d) le bilan et les comptes de résultats de l'exercice comptable précédant le dépôt du dossier;

2° pour la période visée par la demande, la présentation du projet dont:

- a) une note d'intention explicitant le projet et les missions de l'opérateur ainsi que les axes de développement envisagés;
  - b) les moyens envisagés pour valoriser les artistes et créateurs de la Communauté française et pour contribuer à une représentation diversifiée des femmes et des hommes, dans le respect de l'égalité des femmes et des hommes et des valeurs de l'interculturalité;
  - c) la dynamique de mutualisation, dans une optique de durabilité;
  - d) la dynamique de collaboration sectorielle ou intersectorielle, en ce compris les partenariats envisagés;
- 3° le budget prévisionnel des deux premières années visées par la demande, présentant notamment:

a) le taux de recettes propres;

b) le budget prévisionnel du projet si celui-ci diffère du budget de l'opérateur lui-même;

4° une note budgétaire explicitant la répartition des montants et, notamment, la manière dont le budget de l'opérateur s'articule avec le budget du projet, le cas échéant.

En cas de renouvellement, la demande comprend:

1. un rapport moral du projet défini dans le contrat de services en cours;
2. les éléments mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3° et 4°;
3. le cas échéant, une actualisation des éléments mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°. ».



**Art. 67.** Dans la sous-section 3, insérée par l'article 65, il est inséré un article 61/1 rédigé comme suit:

« Art. 61/1. Pour évaluer la demande de contrat de services, la Commission d'avis compétente s'appuie sur les critères suivants:

1. la qualité artistique et culturelle du projet, et en particulier l'attention portée aux formes et expressions les plus diverses dans le domaine concerné;
2. la place accordée aux artistes et créateurs de la Communauté française dans le respect de l'égalité des femmes et des hommes et des valeurs de l'interculturalité;
3. la qualité et l'originalité de la dynamique de collaboration sectorielle ou intersectorielle;
4. l'accessibilité des moyens de production, de création et de diffusion, en ce compris numériques, à destination des professionnels, et l'attention portée à la mutualisation et à la durabilité;
5. l'adéquation entre le projet et les modalités budgétaires de celui-ci, avec une attention particulière à la rémunération directe ou indirecte des artistes, créateurs et techniciens.

Dans le cadre de son analyse, la Commission veille à ce que les projets sélectionnés contribuent dans leur ensemble à une représentation diversifiée des femmes et des hommes. ».

**Art. 68.** Dans la section 2, insérée par l'article 60, il est inséré une sous-section 4 contenant les articles 61/2 et 61/3 et intitulée:

« Sous-section 4. – Contenu et durée du contrat ».

**Art. 69.** Dans la sous-section 4, insérée par l'article 68, il est inséré un article 61/2 rédigé comme suit:

« Art. 61/2. Le contrat de services contient les éléments suivants:

- 1° la période couverte par le contrat;
- 2° l'objet de la subvention, et en particulier:
  - a) le ou les domaines parmi ceux visés à l'article 1<sup>er</sup>;
  - b) la description du projet soutenu, adapté au regard du montant effectivement alloué;
  - c) les missions spécifiques confiées, le cas échéant;
- 3° les modalités d'octroi de la subvention et, en particulier:
  - a) le montant accordé annuellement;
  - b) les modalités de liquidation;
  - c) les modalités d'indexation;
- 4° les modalités d'évaluation du projet et, en particulier le contenu et les modalités de remise du rapport d'activité;
- 5° les engagements de l'opérateur en termes d'équilibre financier;
- 6° les modalités de contrôle financier exercé par la Communauté française, en ce compris les modalités d'établissement d'un plan d'assainissement s'il y a lieu;
- 7° les modalités de suspension, modification, résiliation et renouvellement du contrat. ».

**Art. 70.** Dans la sous-section 4, insérée par l'article 68, il est inséré un article 61/3 rédigé comme suit:

« Art. 61/3. § 1<sup>er</sup>. Le contrat de services couvre une période de trois ans.

Par dérogation, un opérateur sous contrat-programme ou ayant obtenu au moins deux contrats de services consécutifs peut, lors de la prochaine échéance de renouvellement des contrats-programme, solliciter l'obtention d'un contrat de services de cinq ans.

§ 2. Si le bénéficiaire obtient un contrat-programme ou un contrat de services de cinq ans en cours de contrat de services, ce dernier prend automatiquement fin au jour de la prise d'effet du nouveau contrat. ».

**Art. 71.** Dans la section 2, insérée par l'article 60, il est inséré une sous-section 5 contenant l'article 61/4 et intitulée:

« Sous-section 5. – Rapport d'activité ».

**Art. 72.** Dans la sous-section 5, insérée par l'article 71, il est inséré un article 61/4 rédigé comme suit:

« Art. 61/4. Le rapport d'activité se rapportant à un contrat de services est transmis au terme de chaque exercice écoulé, dans les six mois qui suivent la clôture de ce dernier.

Le rapport contient:

1. les bilans et comptes de l'exercice écoulé, établis conformément aux lois et règlements comptables en vigueur, ainsi que les comptes annuels de dépenses et de recettes du projet si ceux-ci diffèrent des bilans et comptes de l'opérateur lui-même;
2. une note de présentation des comptes, explicitant la répartition des montants et, notamment:
  - a) la répartition de la charge salariale entre les hommes et les femmes;
  - b) la manière dont les bilans et comptes de l'opérateur s'articulent avec les comptes de dépenses et de recettes du projet, le cas échéant;
3. une actualisation de son budget prévisionnel, le cas échéant. ».

**Art. 73.** Dans le chapitre IV, rétabli par l'article 46, il est inséré une section 3 contenant les articles 61/5 à 61/11 et intitulée:

« Section 3. – Des contrats de diffusion ».

**Art. 74.** Dans la section 3, insérée par l'article 73, il est inséré une sous-section 1 contenant l'article 61/5 et intitulée:

« Sous-section 1. – Objectifs spécifiques ».

**Art. 75.** Dans la sous-section 1, insérée par l'article 74, il est inséré un article 61/5 rédigé comme suit:

« Art. 61/5. Complémentairement aux objectifs généraux visés à l'article 1/1, le régime des contrats de diffusion vise à:

1. offrir un soutien structurel adapté aux lieux de diffusion et aux festivals, incluant tant les frais de fonctionnement de la structure que ceux liés aux activités prestées;
2. permettre aux lieux de diffusion et aux festivals de mener un travail d'ancrage territorial en lien avec les publics;
3. améliorer l'accessibilité des moyens de diffusion. ».

**Art. 76.** Dans la section 3, insérée par l'article 73, il est inséré une sous-section 2 contenant l'article 61/6 et intitulée:

« Sous-section 2. – Conditions d'octroi ».

**Art. 77.** Dans la sous-section 2, insérée par l'article 76, il est inséré un article 61/6 rédigé comme suit:

« Art. 61/6. Pour être bénéficiaire du régime des contrats de diffusion, l'opérateur doit:

1. être une personne morale répondant aux conditions de l'article 36;
2. relever, en ordre principal, de la catégorie des lieux de diffusion ou des festivals et ne pas disposer d'un contrat-programme;
3. tenir la comptabilité et établir ses comptes, conformément à l'article 3:47 du Code des sociétés et des associations et au Livre III du Code de droit économique;
4. justifier d'une intégration dans les réseaux professionnels du secteur des arts de la scène;
5. s'il s'agit d'un premier contrat, être en équilibre financier ou, s'il s'agit d'un renouvellement et que l'opérateur présente un déséquilibre financier, disposer d'un plan d'assainissement approuvé par le Gouvernement ou présenter simultanément à la demande un projet de plan d'assainissement financier;
6. respecter les conditions auxquelles la Partie III du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle subordonne le bénéfice des subventions structurelles. ».

**Art. 78.** Dans la section 3, insérée par l'article 73, il est inséré une sous-section 3 contenant les articles 61/7 et 61/8 et intitulée:

« Sous-section 3. – Contenu de la demande et critères d'appréciation ».

**Art. 79.** Dans la sous-section 3, insérée par l'article 78, il est inséré un article 61/7 rédigé comme suit:

« Art. 61/7. La demande de contrat de diffusion comprend:

1° en cas de premier contrat de diffusion, une présentation synthétique de l'historique de l'opérateur comprenant les éléments suivants:

- a) la structure administrative générale de l'opérateur et, le cas échéant, l'identification de ses différentes composantes;
- b) une description des activités réalisées en Communauté française, à l'échelle nationale et à l'international;
- c) une description des actions mises en place visant à favoriser l'exercice de leurs libertés et droits culturels par les publics;
- d) une description des actions mises en place pour améliorer l'accessibilité des moyens de diffusion, en ce compris numériques, à destination des professionnels;
- e) le bilan et les comptes de résultats de l'exercice comptable précédant le dépôt du dossier;

2° pour la période visée par la demande, la présentation du projet dont:

- a) une note d'intention explicitant le projet et les missions de l'opérateur ainsi que les axes de développement envisagés;
  - b) les moyens envisagés pour valoriser les artistes et créateurs de la Communauté française et pour contribuer à une représentation diversifiée des femmes et des hommes, dans le respect de l'égalité des femmes et des hommes et des valeurs de l'interculturalité;
  - c) la dynamique du travail de médiation en lien avec les publics et dans une optique d'ancrage territorial;
  - d) la dynamique de mutualisation, dans une optique de durabilité;
  - e) la dynamique de collaboration sectorielle ou intersectorielle, en ce compris les partenariats envisagés;
- 3° le budget prévisionnel des deux premières années visées par la demande, présentant notamment:

a) le taux de recettes propres;

b) la répartition des charges relatives:

- au fonctionnement;

- à la rémunération des prestations artistiques;

c) le budget prévisionnel du projet si celui-ci diffère du budget de l'opérateur lui-même;

4° une note budgétaire explicitant la répartition des montants et, notamment:

a) la répartition de la charge salariale;

b) l'allocation des moyens à la rémunération des prestations artistiques et techniques

c) la manière dont le budget de l'opérateur s'articule avec le budget du projet, le cas échéant.

En cas de renouvellement, la demande comprend:

1. un rapport moral du projet défini dans le contrat de diffusion en cours;
2. les éléments mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3° et 4°;
3. le cas échéant, une actualisation des éléments mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°. ».

**Art. 80.** Dans la sous-section 3, insérée par l'article 78, il est inséré à la suite de l'article 61/7 un article 61/8 rédigé comme suit:

« Art. 61/8. Pour évaluer la demande de contrat de diffusion, la Commission d'avis compétente s'appuie sur les critères suivants:

1. la qualité artistique et culturelle du projet, et en particulier l'attention portée aux formes et expressions les plus diverses dans le domaine concerné;
2. la place accordée aux artistes et créateurs de la Communauté française dans le respect de l'égalité des femmes et des hommes et des valeurs de l'interculturalité;
3. la qualité et l'originalité de la dynamique de collaboration sectorielle ou intersectorielle;
4. l'accessibilité des moyens de diffusion, en ce compris numériques, à destination des professionnels, et l'attention portée à la mutualisation et à la durabilité;
5. l'impact sur l'exercice par les publics de leurs libertés et droits culturels, en lien avec l'ancrage territorial de l'opérateur;
6. l'adéquation entre le projet et les modalités budgétaires de celui-ci, avec une attention particulière à la rémunération directe ou indirecte des artistes, créateurs et techniciens.

Dans le cadre de son analyse, la Commission veille à ce que les projets sélectionnés contribuent dans leur ensemble à une représentation diversifiée des femmes et des hommes. ».

**Art. 81.** Dans la section 3, insérée par l'article 73, il est inséré une sous-section 4 contenant les articles 61/9 et 61/10 et intitulée:

« Sous-section 4. – Contenu et durée du contrat ».

**Art. 82.** Dans la sous-section 4, insérée par l'article 81, il est inséré un article 61/9 rédigé comme suit:

« Art. 61/9. Le contrat de diffusion contient les éléments suivants:

1. la période couverte par le contrat;
2. l'objet de la subvention et, en particulier:
  - a) le ou les domaines parmi ceux visés à l'article 1<sup>er</sup>;
  - b) la description du projet soutenu, adapté au regard du montant effectivement alloué;
  - c) les missions spécifiques confiées, le cas échéant;
3. les modalités d'octroi de la subvention et, en particulier:
  - a) le montant accordé annuellement;
  - b) les modalités de liquidation;
  - c) les modalités d'indexation;
3. les modalités d'évaluation du projet et, en particulier le contenu et les modalités de remise du rapport d'activité;
4. les engagements de l'opérateur en termes d'équilibre financier;
5. les modalités de contrôle financier exercé par la Communauté française, en ce compris les modalités d'établissement d'un plan d'assainissement s'il y a lieu;
6. les modalités de suspension, modification, résiliation et renouvellement du contrat. ».

**Art. 83.** Dans la sous-section 4, insérée par l'article 81, il est inséré à la suite de l'article 61/9 un article 61/10 rédigé comme suit:

« Art. 61/10. § 1<sup>er</sup>. Le contrat de diffusion couvre une période de trois ans.

Par dérogation, un opérateur sous contrat-programme ou ayant obtenu au moins deux contrats de diffusion consécutifs peut, lors de la prochaine échéance de renouvellement des contrats-programme, solliciter l'obtention d'un contrat de diffusion de cinq ans.

§ 2. Si le bénéficiaire obtient un contrat-programme ou un contrat de diffusion de cinq ans en cours de contrat de diffusion, ce dernier prend automatiquement fin au jour de la prise d'effet du nouveau contrat. ».

**Art. 84.** Dans la section 3, insérée par l'article 73, il est inséré une sous-section 5 contenant l'article 61/11 et intitulée:

« Sous-section 5. – Rapport d'activité ».

**Art. 85.** Dans la sous-section 5, insérée par l'article 84, il est inséré un article 61/11 rédigé comme suit:

« Art. 61/11. Le rapport d'activité se rapportant à un contrat de diffusion est transmis au terme de chaque exercice écoulé, dans les six mois qui suivent la clôture de ce dernier.

Le rapport contient:

1. les bilans et comptes de l'exercice écoulé, établis conformément aux lois et règlements comptables en vigueur, ainsi que les comptes annuels de dépenses et de recettes du projet si ceux-ci diffèrent des bilans et comptes de l'opérateur lui-même;
2. une note de présentation des comptes, explicitant la répartition des montants et, notamment:
  - a) la répartition de la charge salariale entre les hommes et les femmes;
  - b) l'allocation des moyens à la rémunération des prestations artistiques et techniques, et leur répartition entre les hommes et les femmes;
  - c) la manière dont les bilans et comptes de l'opérateur s'articulent avec les comptes de dépenses et de recettes du projet, le cas échéant;
3. une actualisation de son budget prévisionnel, le cas échéant. ».

CHAPITRE 7. — *Modifications apportées au régime des contrats-programme*

**Art. 86.** Dans le chapitre V du même titre, l'intitulé de la section 1 est remplacé par ce qui suit:

« Section 1. – Objectifs spécifiques ».

**Art. 87.** L'article 62 du même décret est remplacé par ce qui suit:

« Art. 62. Complémentairement aux objectifs généraux visés à l'article 1/1, le régime des contrats-programme vise à:

1. offrir un soutien structurel commun à toutes les catégories d'opérateurs, incluant tant les frais de fonctionnement de l'opérateur que ceux liés aux activités prestées;
2. permettre aux opérateurs de développer, dans une perspective sectorielle ou intersectorielle, leur ancrage territorial en lien avec les publics et leur implication dans les enjeux artistiques et de société;
3. améliorer l'accessibilité des moyens de création, de production et de diffusion ».

**Art. 88.** Dans le chapitre V du même titre, l'intitulé de la section 2 est remplacé par ce qui suit:

« Section 2. – Conditions d'octroi ».

**Art. 89.** L'article 63 du même décret est remplacé par ce qui suit:

« Art. 63. Pour être bénéficiaire du régime des contrats-programme, l'opérateur doit:

1. être une personne morale répondant aux conditions de l'article 36;
2. pour obtenir plus de 150.000 €, employer en moyenne, sur la période couverte par le contrat, au moins 1,5 ETP annuel;
3. tenir la comptabilité et établir ses comptes, conformément à l'article 3:47 du Code des sociétés et des associations et au Livre III du Code de droit économique;
4. justifier d'une activité professionnelle régulière dans le secteur des arts de la scène depuis au moins 3 ans;
5. réaliser, sur la durée de son contrat programme, au minimum 12,5 % de recettes propres telles que définies à l'article 1, 8°, du présent décret;
6. s'il s'agit d'un premier contrat, être en équilibre financier ou, s'il s'agit d'un renouvellement et que l'opérateur présente un déséquilibre financier, disposer d'un plan d'assainissement approuvé par le Gouvernement ou présenter simultanément à la demande un projet de plan d'assainissement financier;
7. respecter les conditions auxquelles la Partie III du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle subordonne le bénéfice des subventions structurelles.

Après consultation des chambres compétentes, le Gouvernement arrête les types d'activités qui en vertu des objectifs poursuivis, dérogent au 5° de l'alinéa 1<sup>er</sup> ».

**Art. 90.** Dans le chapitre V du même titre, l'intitulé de la section 3 est remplacé par ce qui suit:

« Section 3. – Contenu de la demande et critères d'appréciation ».

**Art. 91.** L'article 64 du même décret est déplacé dans la section 3 du même chapitre et est remplacé par ce qui suit:

« Art. 64. La demande de contrat-programme comprend:

1° en cas de premier contrat-programme, une présentation synthétique de l'historique de l'opérateur comprenant les éléments suivants:

- a) la structure administrative générale de l'opérateur et, le cas échéant, l'identification de ses différentes composantes;
- b) une description des activités réalisées en Communauté française, à l'échelle nationale et à l'international;
- c) les publics visés et la dynamique de travail mise en place avec ces publics pour favoriser l'exercice de leurs libertés et droits culturels;
- d) la dynamique de collaboration sectorielle ou intersectorielle;
- e) le bilan et les comptes de résultats de l'exercice comptable précédant le dépôt du dossier;

2° pour les cinq années visées par la demande, la présentation du projet dont:

- a) une note d'intention explicitant le projet et les missions de l'opérateur ainsi que les axes de développement envisagés;
- b) les objectifs quantitatifs et qualitatifs d'accompagnement, de soutien ou de promotion des artistes et des créateurs de la Communauté française en ce compris les moyens envisagés pour contribuer à une représentation diversifiée des femmes et des hommes, dans le respect de l'égalité des femmes et des hommes et des valeurs de l'interculturalité;

c) la dynamique du travail de médiation en lien avec les publics, en ce compris:

- la dynamique d'ancrage territorial;
- la politique d'accessibilité physique, géographique et financière envisagée

d) la dynamique de mutualisation, dans une optique de durabilité;

e) la dynamique de collaboration sectorielle ou intersectorielle, en ce compris les partenariats envisagés;

3° la liste des activités prévues pour les deux premières années visées par la demande, ainsi que leur fréquentation et/ou diffusion le cas échéant;

4° le budget prévisionnel des deux premières années visées par la demande, présentant notamment:

a) le taux de recettes propres;

b) la répartition des charges relatives:

- au fonctionnement;
- à l'emploi, en distinguant l'emploi artistique;

- aux activités artistiques, en ce compris les apports en coproduction;
- aux infrastructures;
- c) le budget prévisionnel du projet si celui-ci diffère du budget de l'opérateur lui-même;
- 5° une note de présentation budgétaire explicitant la répartition des montants et notamment:
  - a) la répartition de la charge salariale, en distinguant les postes de direction au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 20° à 22°;
  - b) l'allocation des moyens à la rémunération des prestations artistiques et techniques;
  - c) l'allocation des moyens à l'accompagnement des artistes et créateurs
  - d) la manière dont le budget de l'opérateur s'articule avec le budget du projet, le cas échéant;
- 6° les règles de bonne gouvernance que l'opérateur se fixe, conformément à l'article 76/1, pour les cinq années visées par la demande. »

En cas de renouvellement, la demande comprend:

1. les éléments mentionnés alinéa 1<sup>er</sup>, 3° à 5°;
2. un rapport moral du projet et des objectifs définis dans le contrat-programme en cours;
3. le cas échéant, une actualisation des éléments mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2° et 6°.

S'il s'agit d'une structure de services, d'un lieu de diffusion, d'un lieu de création ou d'un centre scénique, l'actualisation mentionnée à l'alinéa 2, 3°, tient compte de l'auto-évaluation réalisée. ».

**Art. 92.** L'article 65 du même décret est déplacé dans la section 3 du même chapitre et est remplacé par ce qui suit:

« Art. 65. Pour évaluer la demande de contrat-programme, la Commission d'avis compétente prend en considération la spécificité du demandeur et s'appuie sur les critères suivants:

1. la qualité artistique et culturelle du projet et, en particulier, l'attention portée aux formes et expressions les plus diverses dans le domaine concerné;
2. la place accordée aux artistes et créateurs de la Communauté française dans le respect de l'égalité des femmes et des hommes et des valeurs de l'interculturalité;
3. la qualité et l'originalité de la dynamique de collaboration sectorielle ou intersectorielle;
4. l'accessibilité des moyens de production, de création et de diffusion, en ce compris numériques, à destination des professionnels, et l'attention portée à la mutualisation et à la durabilité;
5. l'impact sur l'exercice par les publics de leurs libertés et droits culturels en lien avec l'ancrage territorial de l'opérateur;
6. l'adéquation entre le projet et les modalités budgétaires de celui-ci, avec une attention particulière à la rémunération directe ou indirecte des artistes, créateurs et techniciens;
7. la contribution à l'emploi artistique, appréciée au regard:
  - a) du volume d'emploi artistique par rapport volume d'emploi global;
  - b) de la part des dépenses consacrées à l'emploi artistique par rapport à celle consacrée au fonctionnement;
  - c) au respect des barèmes applicables, le cas échéant.

Dans le cadre de son analyse, la Commission veille à ce que les projets sélectionnés contribuent dans leur ensemble à une représentation diversifiée des femmes et des hommes. ».

**Art. 93.** L'article 65/1 du même décret est abrogé.

**Art. 94.** Dans le chapitre V du même titre, l'intitulé de la section 4 est remplacé par ce qui suit:

« Section 4. – Contenu et durée du contrat ».

**Art. 95.** L'article 66 du même décret est déplacé dans la section 4 du même chapitre et est remplacé par ce qui suit:

« Art. 66. Le contrat-programme contient les éléments suivants:

1. la période couverte par le contrat;
2. l'objet de la subvention et, en particulier:
  - a) le ou les domaines parmi ceux visés à l'article 1<sup>er</sup>;
  - b) la description du projet soutenu, adapté au regard du montant effectivement alloué;
  - c) les objectifs quantitatifs et qualitatifs fixés en termes d'accompagnement, de soutien ou de promotion d'artistes et créateurs de la Communauté française;
  - d) les missions spécifiques confiées, le cas échéant;
3. les modalités d'octroi de la subvention et, en particulier:
  - a) le montant accordé annuellement;
  - b) les modalités de liquidation;
  - c) les modalités d'indexation;
4. les modalités d'évaluation du projet et, en particulier:
  - a) une description du processus d'auto-évaluation, en ce compris:
    - les critères d'évaluation des objectifs fixés;
    - la méthodologie à utiliser pour évaluer la répartition genrée des moyens;
  - b) le contenu et les modalités de remise du rapport d'activité;
5. les engagements de l'opérateur en termes
  - d'équilibre financier;
  - de bonne gouvernance;

- de respect des usagers;

6. les modalités de contrôle financier exercé par la Communauté française, en ce compris les modalités d'établissement d'un plan d'assainissement s'il y a lieu;

7. les modalités d'accompagnement par les services du Gouvernement;

8. les modalités de suspension, modification, résiliation et renouvellement du contrat;

9. en annexe, un lexique des modes de partenariats.

Lorsqu'un opérateur bénéficie d'une infrastructure appartenant à la Communauté française ou financée par celle-ci, les missions spécifiques visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, d) peuvent comprendre l'obligation d'y accueillir en résidence des artistes ou des créateurs de la Communauté française ou d'y accueillir, de manière ponctuelle et limitée dans le temps, des vitrines sectorielles au bénéfice du secteur des arts de la scène.

Lorsque l'opérateur est structurellement soutenu par plusieurs autorités publiques, le contrat-programme peut être signé conjointement par celles-ci. ».

**Art. 96.** L'article 67 du même décret est remplacé par ce qui suit:

« Art. 67. Le contrat-programme couvre une période de cinq ans. ».

**Art. 97.** Dans le chapitre V du même titre, l'intitulé de la section 5 est remplacé par ce qui suit:

« Section 5. – Rapport d'activité ».

**Art. 98.** L'article 68 du même décret est remplacé par ce qui suit:

« Art. 68. § 1<sup>er</sup>. Le rapport d'activité se rapportant à un contrat-programme est transmis au terme de chaque exercice écoulé, dans les six mois qui suivent la clôture de ce dernier.

Le rapport portant sur la première année du contrat contient:

1. une auto-évaluation du projet et des objectifs quantitatifs et qualitatifs définis dans le contrat-programme en cours;

2. les bilans et comptes de l'exercice écoulé, établis conformément aux lois et règlements comptables en vigueur, ainsi que les comptes annuels de dépenses et de recettes du projet si ceux-ci diffèrent des bilans et comptes de l'opérateur lui-même;

3. une note de présentation des comptes, explicitant la répartition des montants et notamment:

a) la répartition de la charge salariale entre les hommes et les femmes, en distinguant les postes de direction au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 20<sup>o</sup> à 22<sup>o</sup>;

b) l'allocation des moyens à l'accompagnement des artistes et créateurs, et leur répartition entre les hommes et les femmes;

c) l'allocation des moyens à la rémunération des prestations artistiques et techniques, et leur répartition entre les hommes et les femmes;

d) la manière dont les bilans et comptes de l'opérateur s'articulent avec les comptes de dépenses et de recettes du projet, le cas échéant;

4. le budget prévisionnel actualisé de l'exercice suivant.

Le rapport portant sur la seconde année du contrat contient uniquement les éléments mentionnés à l'alinéa 2, 2<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>.

Les rapports portant sur les troisième, quatrième et cinquième années du contrat contiennent:

1. uniquement les éléments mentionnés à l'alinéa 2, 2<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>, si l'avis rendu en application du § 2 est positif;

2. l'ensemble des éléments mentionnés à l'alinéa 2 si l'avis rendu en application du § 2 est négatif.

§ 2. Au cours de la troisième année du contrat, le bénéficiaire analyse son processus d'auto-évaluation avec l'accompagnement du service désigné par le Gouvernement et prépare avec lui son rapport d'auto-évaluation de l'exercice écoulé. Ce rapport est transmis aux services du Gouvernement pour le 30 septembre de l'année en cours.

A l'issue de cet accompagnement, le service désigné par le Gouvernement remet un avis sur la qualité du processus d'auto-évaluation prenant en compte:

1. la capacité de l'opérateur à auto-évaluer ses activités au regard du projet et des objectifs définis dans son contrat-programme;

2. la capacité de l'opérateur à établir un plan d'action au regard de son auto-évaluation;

3. la capacité de l'opérateur à établir son budget prévisionnel en concordance avec son plan d'action.

Cet avis est transmis au bénéficiaire et à la commission d'avis compétente. Le cas échéant, il peut également être présenté oralement devant ladite commission.

§ 3. Sur proposition des services du Gouvernement, ou sur demande de l'opérateur, le Gouvernement peut décider de mettre également en place un accompagnement au cours des quatrième et cinquième années du contrat.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, le rapport d'activité des structures de création et des festivals contient uniquement les éléments mentionnés aux points 2<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>.

Les paragraphes 2 et 3 ne sont pas applicables aux structures de création et aux festivals. ».

**Art. 99.** L'article 69 du même décret est abrogé.

**Art. 100.** Dans le chapitre V du même titre, la section 6 et l'article 70 qu'elle contient sont abrogés.

**Art. 101.** Dans le chapitre V du même titre, la section 7 et l'article 71 qu'elle contient sont abrogés.

#### CHAPITRE 8. — *Autres modifications*

**Art. 102.** Dans l'article 72 du même décret, les mots « d'aides pluriannuelles » sont remplacés par les mots « des contrats de création, des contrats de services, des contrats de diffusion et des contrats-programme ».

**Art. 103.** Dans le même décret, l'intitulé du titre VIII est remplacé par ce qui suit:

« Titre VIII. – De l'accompagnement par les services du Gouvernement ».

**Art. 104.** L'article 73 du même décret est abrogé.

**Art. 105.** Dans l'article 74, 2°, du même décret les modifications suivantes sont apportées:

1. les mots « , et le cas échéant à la commission d'avis compétente, » sont insérés entre les mots « services du Gouvernement » et les mots « dans le processus »;

2. les mots « des contrats de création, des contrats de services, des contrats de diffusion et » sont insérés entre les mots « de formation et d'évaluation » et les mots « des contrats-programme ».

**Art. 106.** Dans l'article 76 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1. au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « d'un contrat de création, d'un contrat de services, d'un contrat de diffusion ou » sont insérés entre le mot « bénéficiant » et les mots « d'un contrat-programme »;

2. au § 2, les mots « d'un contrat de création, d'un contrat de services, d'un contrat de diffusion ou » sont insérés entre le mot « bénéficiant » et les mots « d'un contrat-programme »;

3. au § 3, les mots « le contrat de création, le contrat de services, le contrat de diffusion ou » sont insérés entre les mots « la subvention et » et les mots « le contrat-programme »;

4. au § 4, les mots « le contrat de création, le contrat de services, le contrat de diffusion ou » sont insérés entre les mots « la subvention et » et les mots « le contrat-programme ».

#### CHAPITRE 9. — *Dispositions finales*

**Art. 107.** Les aides financières accordées avant l'entrée en vigueur du présent décret restent régies par les règles applicables au jour de leur octroi.

**Art. 108.** Les opérateurs qui souhaitent solliciter l'octroi ou le renouvellement d'un contrat de création, d'un contrat de services, d'un contrat de diffusion ou d'un contrat-programme avec prise d'effet au 1<sup>er</sup> janvier 2024 doivent remettre leur demande pour le 28 novembre 2022 au plus tard.

Par dérogation aux articles 57, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 61/3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et 61/10, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des arts de la scène, tel que modifié par le présent décret, les opérateurs qui, entre le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et le 31 décembre 2023, ont bénéficié de manière ininterrompue d'aides au projet pluriannuelles peuvent directement solliciter un contrat de création, de services ou de diffusion d'une durée de cinq ans.

Par dérogation à l'article 64, alinéa 3, du décret précité, tel que modifié par le présent décret, les opérateurs qui sollicitent le renouvellement de leur contrat-programme avec prise d'effet au 1<sup>er</sup> janvier 2024 sont dispensés de réaliser une auto-évaluation préalablement à l'introduction de leur demande.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 20 juillet 2022.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances  
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,  
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—  
Note

Session 2021-2022

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 423-1. – Amendement(s) en commission, n° 423-2 - Rapport de commission, n° 423-3 – Texte adopté en commission, n° 423-4 – Amendement(s) en séance, n° 423-5 - Texte adopté en séance plénière, n° 423-6

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 19 juillet 2022.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/21118]

**20 JULI 2022. — Decreet tot wijziging van het Kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en wij, de regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Aangebrachte wijzigingen aan de definities, het toepassingsgebied en de algemene principes*

**Artikel 1.** In artikel 1, 1., tweede lid, *a)* van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten worden de woorden “, de improvisatie” ingevoegd tussen de woorden “het actietheater” en de woorden “het theater voor een jong publiek”. In hetzelfde lid wordt een punt *g)* en een punt *h)* ingevoegd die luiden als volgt:

*g)* de marionetten, het objectentheater en gerelateerde kunstvormen;

*h)* comedyschows, met inbegrip van stand-up”.

**Art. 2.** In 15. van hetzelfde artikel worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. het woord “toelage” wordt vervangen door de woorden “eenmalige financiële hulp”;

2. de woorden “van schrijven, van pre-productie” worden ingevoegd tussen de woorden “van vorming” en de woorden “van compositie”.

**Art. 3.** In 16. van hetzelfde artikel worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. het woord “eenmalig” wordt ingevoegd tussen het woord “toegekend” en de woorden “financiële steun”;

2. de woorden “over een maximumtermijn van drie jaar” worden verwijderd.

**Art. 4.** In hetzelfde artikel worden tussen de punten 16. en 17. een 16./1, een 16./2 en een 16./3 ingevoegd die luiden als volgt:

“16./1 Creatieovereenkomst: een contractueel stelsel dat financiële steun verleent aan een rechtspersoon van hoofdzakelijk de categorie van creatiestructuren om zijn werking en zijn activiteiten over een periode van drie of vijf jaar te ondersteunen;

“16./2 Dienstenovereenkomst: een contractueel stelsel dat financiële steun verleent aan een rechtspersoon van hoofdzakelijk de categorie van dienstverlenende structuren om zijn werking en zijn activiteiten over een periode van drie of vijf jaar te ondersteunen;

“16./2 Verspreidingsovereenkomst: een contractueel stelsel dat financiële steun verleent aan een rechtspersoon van hoofdzakelijk de categorie van verspreidingsplaatsen of festivals om zijn werking en zijn activiteiten over een periode van drie of vijf jaar te ondersteunen;”

**Art. 5.** In 22. van hetzelfde artikel worden de woorden “onder 18. en 19.” vervangen door de woorden “onder 20. en 21.”.

**Art. 6.** In hetzelfde artikel wordt een 25. ingelast dat luidt als volgt:

25. Zelfevaluatie: kritische balans, intern ontworpen en overlegd door de culturele operator, om de afstemming tussen de nagestreefde doelstellingen, de benutte middelen en de bereikte effecten zichtbaar te maken;”

**Art. 7.** In hetzelfde artikel wordt een 26. ingelast dat luidt als volgt:

“26. culturele verscheidenheid: veelheid van vormen waarmee de culturen van individuen, groepen en maatschappijen zich kunnen uitdrukken via diverse vormen van artistieke creatie, productie, verspreiding, distributie en genot van culturele expressies;”.

**Art. 8.** In hetzelfde artikel wordt een 27. ingelast dat luidt als volgt:

“27. onder elkaar verdelen: werkwijze waarbij de hulpmiddelen en competenties van de operatoren en professionals van de beroepssector van de podiumkunsten worden gebundeld, met het oog op schaalvoordelen en een efficiëntere verdeling van de middelen”.

**Art. 9.** In hetzelfde artikel wordt een 28. ingelast dat luidt als volgt:

“28. duurzaamheid: langdurig en houdbaar karakter van een project op artistiek, economisch, sociaal vlak en milieuvlak”.

**Art. 10.** In hetzelfde artikel wordt een 29. ingelast dat luidt als volgt:

“29. interculturaliteit: interculturaliteit wijst op de dynamische en interactieve processen (uitwisselingen, samenvoegingen) tussen groepen of individuen uit verschillende en/of meerdere culturen. Het gaat om een proces met als doel het onderlinge begrip en de oprichting van een gemeenschappelijke wereld”.

In hetzelfde artikel wordt een 30. ingelast dat luidt als volgt:

“30. culturele vrijheden en rechten: de culturele vrijheden en rechten die door de Verklaring van Freiburg over culturele rechten zijn bevestigd”.

**Art. 11.** In hetzelfde decreet wordt tussen artikelen 1 en 2 een artikel 1/1 ingelast dat luidt als volgt:

“Art. 1/1. Dit decreet en de steunregelingen dat het voorziet, streven de volgende algemene doelstellingen na:

1. de artistieke creatie ondersteunen, in al haar vormen, en de artistieke vrijheid, de opkomst, de artistieke uitmuntendheid en de culturele verscheidenheid verzekeren;

2. het bevorderen van ontmoetingen tussen kunstenaars, werken en publieken, vanuit een perspectief van een culturele democratisering, met name met behulp van een geschikte bemiddeling;

3. de kunstenaars en schepers van de Franse Gemeenschap waarderen door te zorgen voor een gediversifieerde vertegenwoordiging van mannen en vrouwen, met inachtneming van de gelijkheid van mannen en vrouwen en de waarden van de interculturaliteit;



4. de ontwikkeling en structurering aanmoedigen van samenwerkingsnetwerken tussen de culturele operatoren, gesteund door de Franse Gemeenschap, met het oog op duurzaamheid en onderlinge verdeling van hulpmiddelen of competenties;

5. zorgen voor een juiste vergoeding van kunstenaars, scheppers en technici”.

**Art. 12.** In artikel 2, eerste lid, wordt punt 1., a), ii., aangevuld met de woorden „, met inbegrip van de representatieve beroepsfederaties”.

In hetzelfde lid wordt punt 1., a), iii., aangevuld met de woorden “of onthaal in residentie”.

In hetzelfde lid wordt punt 1., a), iv., aangevuld met de woorden “of onthaal in residentie”.

In hetzelfde lid wordt aan punt 1., a), vi., de volgende wijzigingen aangebracht:

1. de woorden “met name door de onderlinge verdeling van hun competenties en middelen,” worden ingevoegd tussen de woorden “die domeinen” en de woorden “en om bij te dragen”;

2. het woord “eigenaardigste” wordt vervangen door het woord “diverse”.

#### HOOFDSTUK 2. — *Afschaffing van de afzonderlijke erkenningsprocedure*

**Art. 13.** Titel V van hetzelfde decreet en de artikelen 30 tot 34 daarin worden opgeheven.

#### HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingen aangebracht aan de toekenningsprocedure voor financiële steun*

**Art. 14.** Artikel 35 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 35. Er bestaan zes soorten financiële steun:

1. de beurs, met een bedrag tussen 1.000 en 15.000 euro;
2. de steun voor een project, met een bedrag tussen 5.000 en 75.000 euro;
3. de creatieovereenkomst, met een bedrag tussen 20.000 en 150.000 euro;
4. de dienstenovereenkomst, met een bedrag tussen 20.000 en 150.000 euro;
5. de verspreidingsovereenkomst, met een bedrag tussen 20.000 en 150.000 euro;
6. de programmaovereenkomst, met een bedrag tussen 75.000 en 20.000.000 euro”.

**Art. 15.** Artikel 35/1 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 35/1. Met het oog op de toepassing van dit decreet voorziet de regering als vastleggingskredieten een minimaal jaarlijks budget van 99.963.000 euro in de vorm van structurele steun.

Met het oog op de toepassing van dit decreet voorziet de regering als vastleggingskredieten een minimaal jaarlijks budget van 9.649.000 euro in de vorm van eenmalige steun.

Het in het eerste lid vermelde budget wordt geïndexeerd op 1 januari van elk jaar volgens de evolutie van de gezondheidsindex.

De financiële steun wordt toegekend binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten waarvan sprake in het eerste lid. De bevoegde adviescommissies formuleren hun voorstellen met inachtneming van deze grenzen.”

**Art. 16.** Artikel 36 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 36. Om een subsidie te kunnen krijgen krachtens dit decreet, moet de rechtspersoon waarvan sprake in artikel 2, 1., of de natuurlijke persoon waarvan sprake in artikel 2, 2.:

1. gevestigd of woonachtig zijn in het Franse taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad;
2. conform zijn statuten als het om een rechtspersoon gaat, artistieke beroepsactiviteiten of informatieactiviteiten op het getouw zetten, alsook raden en andere diensten aangeboden aan de beroepsmensen van de podiumkunsten
3. activiteiten organiseren die vooral het grote publiek van de Franse Gemeenschap beogen”.

**Art. 17.** Artikel 37 van hetzelfde decreet, opgeheven door het decreet van 13 oktober 2016, wordt opnieuw ingevoerd met volgende tekst:

“Art. 37. § 1. De regeringsdiensten stellen aan de aanvragers voor elk type steun een formulier ter beschikking om:

1. het domein van artistieke expressie te vermelden dat de aanvraag betreft;
2. de aanvrager te identificeren en, in voorkomend geval, de categorie waartoe hij hoort;
3. te vermelden of de aanvraag bedoeld is om zich te richten tot hoofdzakelijk een jong publiek in de zin van artikel 1, 14.;
4. alle elementen te verzamelen die nodig zijn voor de controle van de voorwaarden voor het gevraagde type steun;
5. alle elementen te verzamelen die nodig zijn voor de beoordeling door de bevoegde adviescommissie van de beoordelingscriteria bepaald in artikelen 45, 50/2, 55, 61/1, 61/8 en 65.

Het formulier is vergezeld van een vademecum dat de verwachte elementen en de te volgen procedure uitlegt. Dit vademecum wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de minister.

De overlegkamers worden door de regeringsdiensten ingelicht over elke wijziging die aan het vademecum en de formulieren wordt aangebracht.

§ 2. De regeringsdiensten bepalen in samenspraak met de bevoegde overlegkamers per domein en per type steun de termijnen waarbinnen de aanvragen om steun aan hen moeten worden gericht. Deze termijnen worden gepubliceerd op de website van de administratie.

De beurzen en de steun voor projecten kunnen ten minste een keer per jaar worden aangevraagd.

De creatie-, diensten- en verspreidingsovereenkomsten met een duur van drie jaar kunnen elke drie jaar worden aangevraagd.

De programmaovereenkomsten, evenals de creatie-, diensten- en verspreidingsovereenkomsten met een duur van vijf jaar kunnen elke vijf jaar worden aangevraagd.”

**Art. 18.** Artikel 38 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 38. § 1. De regeringsdiensten overhandigen de aanvrager een ontvangstbevestiging en controleren binnen de maand de volledigheid van de aanvraag.

Als het dossier onvolledig is, wordt de aanvrager hiervan op de hoogte gesteld en beschikt hij over een termijn van twee weken om de ontbrekende stukken te verzenden. Na deze termijn wordt de aanvraag beschouwd als van rechtswege onontvankelijk.

§ 2. De regeringsdiensten stellen voor elke ontvankelijke aanvraag een type-analyseverslag op met daarin:

1. alle elementen die nodig zijn voor de beoordeling door de bevoegde adviescommissie van de beoordelingscriteria bepaald in artikelen 45, 50/2, 55, 61/1, 61/8 en 65;
2. een begrotingsanalyse.

Dit type-verslag wordt overgemaakt aan de bevoegde adviescommissie.

§ 3. De bevoegde adviescommissie beoordeelt de aanvraag en brengt een met redenen omkleed advies uit over de wenselijkheid om de gevraagde steun toe te kennen en over het bedrag ervan. Als er een overeenkomst wordt aangevraagd, zorgt ze ervoor dat het voorgestelde bedrag, bij een positief advies, zowel de werkingskosten van de structuur als die voor de gepresteerde activiteiten, omvat.

Het advies wordt verstrekt volgens een model dat door de regeringsdiensten is opgesteld.

§ 4. Na het advies van de bevoegde adviescommissie spreekt de regering zich uit over de toekenning van de aangevraagde steun. Als ze afwijkt van het in § 3 vermelde advies, omkleedt ze deze beslissing nauwkeurig en gedetailleerd met redenen.

De regeringsdiensten lichten de aanvrager in over de genomen beslissing en:

1. als deze positief is, over het bedrag van de steun en de uitbetalingwijzen;
2. als deze negatief is, de beroepsmogelijkheden.

§ 5. De toekenning van financiële steun krachtens dit decreet houdt de erkenning door de Franse Gemeenschap van zijn begunstigde in voor een termijn van vijf jaar."

**Art. 19.** Artikel 39 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 39. De begunstigde van steun die krachtens dit decreet toegekend is, moet een activiteitenverslag overhandigen aan de regeringsdiensten, volgens de modaliteiten in artikelen 46, 51, 58, 61/4, 61/11 en 68.

Wanneer het verslag niet verstuurd is binnen de daartoe voorziene termijnen, richten de regeringsdiensten een rappelbrief aan de betrokkene en, bij ontstentenis van een verslag binnen de maand, een ingebrekestelling per aangetekend schrijven. De termijn om gevolg te geven aan deze ingebrekestelling bedraagt 15 dagen.

Als hij zijn verslag niet overhandigt, kan de begunstigde geen aanspraak maken op eender welke andere subsidie.

De begunstigde moet gedurende minstens 24 maanden vanaf de indiening van zijn activiteitenverslag de daarin vermelde bewijsstukken van uitgaven bewaren en deze op vraag van de administratie overmaken."

**Art. 20.** In artikel 40 van hetzelfde decreet wordt het eerste lid opgeheven.

**Art. 21.** Artikel 41 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 41. Uiterlijk tegen 31 maart van het laatste jaar dat een creatie-, diensten-, verspreidingsovereenkomst of programmaovereenkomstdekt, licht zijn begunstigde de regeringsdiensten in over zijn wens om deze te hernieuwen.

De aanvrager stuurt de in het tweede lid van artikelen 54, 61, 61/7 en 64 vermelde elementen naar de regeringsdiensten. De aanvraag wordt verwerkt conform artikel 38.

Als de regering niet beslist over de toekenning van de vernieuwing van de overeenkomst wanneer deze vervalft, dan wordt de subsidietermijn voor één jaar verlengd, voor zover de operator zich niet in een situatie bevindt waarvoor een opschorting, wijziging of ontbinding van de overeenkomst gerechtvaardigd is. Als de Regering geen beslissing neemt over de toekenning van de vernieuwing van de overeenkomst wanneer die eindigt, wordt de subsidieperiode verlengd met een periode van één jaar, voor zover de operator zich niet bevindt in een toestand waarvoor een schorsing, een wijziging of een opzegging van de overeenkomst vereist is. Als de vernieuwing wordt goedgekeurd, is de duur van deze verlenging inbegrepen in de termijn van de nieuwe overeenkomst.

Onder voorbehoud van de beschikbare begrotingskredieten waarvan sprake in artikel 35/1, is het bedrag van de tijdens de verlenging ontvangen subsidie gelijk aan het bedrag van de jaarlijkse subsidie die door de vervallende overeenkomst is voorzien."

**Art. 22.** In hoofdstuk 1 van titel VI van hetzelfde decreet wordt na artikel 41 een artikel 41/1 ingelast dat luidt als volgt:

"Art. 41/1. De modaliteiten voor wijziging, opschorting en opzegging van de steun worden door de regering bepaald.

Geen enkele steun kan worden opgeschort, gewijzigd of opgezegd zonder het voorafgaandelijk advies van de bevoegde adviescommissie.

In afwijking van het tweede lid, is het advies van de bevoegde adviescommissie niet vereist bij:

1. de opschorting van de betaling van subsidies in afwachting van de indiening van de bewijsstukken;
2. de opzegging van een creatie-, diensten- of verspreidingsovereenkomst wegens de inwerkingtreding van een programmaovereenkomst;
3. het verval en de ontbinding van rechtswege waarvan sprake in artikel 76, §§ 3 en 4."

#### HOOFDSTUK 4. — *Wijzigingen aangebracht aan het beurzenstelsel*

**Art. 23.** In hoofdstuk 2 van titel VI van hetzelfde decreet is artikel 42 inbegrepen in een deel I met als titel "Specifieke doelstellingen".

**Art. 24.** Hetzelfde artikel 42, opgeheven door het decreet van 13 oktober 2016, wordt opnieuw ingevoerd met volgende tekst:

"Art. 42. Aanvullend op de algemene doelstellingen waarvan sprake in artikel 1/1 beoogt het beurzenstelsel om:

1. de kunstenaars en scheppers te ondersteunen in de ontwikkeling van hun beroepstraject, door hen toe te laten zich te vormen en te experimenteren;
2. een bijdrage te leveren aan de zoektocht naar nieuwe vormen van expressie;
3. de schrijf-, pre-productie- of compositieprocessen zichtbaar te maken en te waarderen;
4. de ontwikkeling van een professioneel netwerk van kunstenaars en scheppers te bevorderen."

**Art. 25.** In hetzelfde hoofdstuk wordt artikel 43 inbegrepen in een deel II met als titel "Toekenningsvoorwaarden".

**Art. 26.** Hetzelfde artikel 43 wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 43. De toekenning van een beurs is onderworpen aan de volgende voorwaarden:

1. de aanvrager moet een natuurlijke persoon zijn die voldoet aan de voorwaarden van artikel 36; hij kan evenwel, op eigen verantwoordelijkheid, vragen om de steun te betalen aan een rechtspersoon waaraan hij verbonden is;
2. de beurzen voor een onderzoeks-, experimenterings- en vormingsproject kunnen worden beschouwd als een stap die een toekomstige creatie voorafgaat of niet specifiek een tastbaar resultaat beogen;
3. de beurzen kunnen voor het project niet vervangen en de eigenlijke creatie niet financieren, met name de repetities of opname;
4. eenzelfde persoon kan slechts één beurs per project verkrijgen."

**Art. 27.** In hetzelfde hoofdstuk worden artikelen 44 tot 45/1 gehergroepeerd in een deel III met als titel "Beoordelingscriteria".

**Art. 28.** Voormeld artikel 44 wordt opgeheven.

**Art. 29.** Voormeld artikel 45 wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 45. Om de beursaanvraag te beoordelen, hanteert de bevoegde adviescommissie de volgende criteria:

1. het artistieke en culturele belang van het project op het vlak van onderzoek en experimentering of de structurering van een toekomstig project, met name met betrekking tot het beroepstraject van de aanvrager;
2. het belang van het project op het vlak van de ontwikkeling van het professioneel netwerk van de aanvrager;
3. de gelijkwaardigheid tussen het bedrag van de aangevraagde beurs en het project."

**Art. 30.** Voormeld artikel 45/1 wordt opgeheven.

**Art. 31.** In hetzelfde hoofdstuk wordt artikel 46 inbegrepen in een deel IV met als titel "Activiteitenverslag".

**Art. 32.** Hetzelfde artikel 46 wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 46. Het activiteitenverslag dat betrekking heeft op een beurs, wordt binnen de zes maanden na afloop van het project verzonden en, uiterlijk, binnen de zesendertig maanden die volgen op de toekenningsbeslissing.

Het verslag bevat:

1. een kritische beschrijving van het werk dat dankzij de beurs is uitgevoerd;
2. de lijst met eventuele partners voor het uitgevoerde werk;
3. een inventaris van de voor het uitgevoerde werk gedane uitgaven."

#### HOOFDSTUK 5. — *Wijzigingen aangebracht aan de steunregelingen voor het project*

**Art. 33.** In hoofdstuk 2 van titel VI van hetzelfde decreet wordt de titel van deel I vervangen door wat volgt:

"Deel I. – Specifieke doelstellingen".

**Art. 34.** In hetzelfde deel wordt artikel 47 vervangen door wat volgt:

"Art. 47. § 1. Aanvullend op de algemene doelstellingen waarvan sprake in artikel 1/1, beogen de steunregelingen voor het project:

1. innovatieve, duurzame en gevarieerde projecten te ondersteunen met betrekking tot de creatie, programmering of begeleiding van kunstenaars;
2. de vorming van een netwerk van kunstenaars, werken en professionals te bevorderen.

§ 2. In de domeinen waarvan sprake in artikel 1, 1., tweede lid, *a)*, *b)*, *e)*, *f)* en *g)*, behelst de steun voor het project vijf pijlers:

1. de steun voor de creatie;
2. de steun voor de programmering;
3. de steun bij de hervatting;
4. de steun bij de ontwikkeling;
5. de steun voor het project van omkadering, vorming of promotie van kunstenaars.

In de domeinen waarvan sprake in artikel 1, 1., tweede lid, *c)* en *d)*, behelst de steun voor projecten vier pijlers:

1. de steun voor het project van kunstenaars;
2. de steun voor het project van gezelschappen;
3. de steun bij de programmering;
4. de steun voor het project van omkadering, vorming of promotie van kunstenaars."

**Art. 35.** In hetzelfde hoofdstuk wordt de titel van deel II vervangen door wat volgt:

"Deel II. - Toekenningsvoorwaarden".

**Art. 36.** In hetzelfde deel wordt artikel 48 vervangen door wat volgt:

"Art. 48. De toekenning van steun voor het project is onderworpen aan de volgende voorwaarden:

1. de aanvrager moet een natuurlijke persoon of rechtspersoon zijn die voldoet aan de voorwaarden van artikel 36;
2. de aanvrager beschikt niet over een creatie-, diensten-, verspreidingsovereenkomst of programmaovereenkomst;
3. eenzelfde project mag slechts één steun voor het project per pijler ontvangen."

**Art. 37.** In hetzelfde deel wordt artikel 49 opgeheven.

**Art. 38.** In hetzelfde deel wordt artikel 50 opgeheven.

**Art. 39.** In hetzelfde deel wordt artikel 50/1 opgeheven.

**Art. 40.** In hetzelfde hoofdstuk wordt de titel van deel III vervangen door wat volgt:

"Deel III. – Beoordelingsscriteria".

**Art. 41.** In hetzelfde deel wordt artikel 50/2 vervangen door wat volgt:

"Art. 50/2. Om de aanvraag van steun voor het project te beoordelen, houdt de bevoegde adviescommissie rekening met de specificiteit van de aanvrager en maakt ze gebruik van de volgende criteria:

1. de artistieke en culturele kwaliteit van het project, en in het bijzonder, de aandacht voor de meest diverse vormen en expressies in het betrokken domein;
2. de plaats toegewezen aan de kunstenaars en schepers van de Franse Gemeenschap;
3. de uitstraling van het project en/of de kwaliteit en originaliteit van de sectorale of intersectorale samenwerkingsdynamiek;
4. de overeenstemming tussen het project en de begrotingsmodaliteiten ervan, met bijzonder aandacht voor de vergoeding van de kunstenaars, schepers en technici".

**Art. 42.** In hetzelfde hoofdstuk wordt de titel van deel IV vervangen door wat volgt:

"Afdeling 4. – Activiteitenverslag".

**Art. 43.** In hetzelfde deel wordt artikel 51 vervangen door wat volgt:

"Art. 51. Het activiteitenverslag dat betrekking heeft op steun voor het project, wordt verzonden binnen de zes maanden na afloop van het project en, uiterlijk, binnen de zesendertig maanden na de toekenningsbeslissing.

Het verslag bevat:

1. een tijdschema en een kritische beschrijving van de activiteiten die dankzij de steun voor het project zijn uitgevoerd;
2. de lijst met eventuele uitgevoerde partnerschappen;
3. de uitgaven en inkomsten van het project;
4. een nota met voorstelling van de rekeningen die, met name, toelichten:
  - a) de gedetailleerde bezoldigingen van de teams;
  - b) de verdeling van de loonlast tussen mannen en vrouwen."

**Art. 44.** In hetzelfde deel wordt artikel 51/1 opgeheven.

**Art. 45.** In hetzelfde hoofdstuk worden deel V en het artikel 51/2 daarin opgeheven.

HOOFDSTUK 6. — *Invoering van het stelsel van de creatie-, diensten- en verspreidingsovereenkomsten*

**Art. 46.** In dezelfde titel wordt het door het decreet van 13 oktober 2016 opgeheven hoofdstuk IV, opnieuw ingevoerd met volgende titel:

"Hoofdstuk IV. – Creatie-, diensten- en verspreidingsovereenkomsten".

**Art. 47.** In hoofdstuk IV, heringevoerd door artikel 46, wordt een deel I ingevoegd met daarin artikelen 52 tot 58 en met als titel:

"Deel I. – Creatieovereenkomsten".

**Art. 48.** In deel I, ingevoegd door artikel 47, wordt een onderafdeling I ingevoegd met daarin artikel 52 en met als titel:

"Onderafdeling 1. – Specifieke doelstellingen".

**Art. 49.** In onderafdeling I, ingevoegd door artikel 48, wordt artikel 52, opgeheven door het decreet van 13 oktober 2016, opnieuw ingevoerd met volgende tekst:

"Art. 52. Aanvullend op de algemene doelstellingen waarvan sprake in artikel 1/1, beoogt het stelsel van creatieovereenkomsten om een structurele steun te bieden die aangepast is aan de creatiestructuren, met daarin zowel de werkingskosten van de structuur als deze die verbonden zijn met de gepresteerde activiteiten."

**Art. 50.** In deel I, ingevoegd door artikel 47, wordt een onderafdeling II ingevoegd met daarin artikel 53 en met als titel:

"Onderafdeling 2. – Toekenningsvoorwaarden".

**Art. 51.** In onderafdeling II, ingevoegd door artikel 50, wordt artikel 53, opgeheven door het decreet van 13 oktober 2016, opnieuw ingevoerd met volgende tekst:

"Art. 53. Om te kunnen genieten van het stelsel van creatieovereenkomsten, moet de operator:

1. een rechtspersoon zijn die voldoet aan de voorwaarden van artikel 36;
2. hoofdzakelijk vallen onder de categorie van creatiestructuren en niet beschikken over een programmaovereenkomst;

3. de boekhouding voeren en de rekeningen opstellen, conform artikel 3:47 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en Boek III van het Wetboek economisch recht;
4. zich beroepen op ten minste twee voltooide en erkende creaties in de beroepssector van de podiumkunsten;
5. als het gaat om een eerste overeenkomst, financieel in evenwicht zijn of, als het gaat om een hernieuwing en wanneer er geen financieel evenwicht is, een saneringsplan hebben dat door de regering is goedgekeurd of gelijktijdig op aanvraag een ontwerp van plan voor een financiële sanering voorstellen;
6. de voorwaarden naleven waaraan Deel III van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerskader inzake cultuur de begunstigde van structurele subsidies ondergeschikt maakt.”.

**Art. 52.** In deel I, ingevoegd door artikel 47, wordt een onderafdeling III ingevoegd met daarin artikelen 54 en 55 en met als titel:

“Onderafdeling III. – Inhoud van de aanvraag en beoordelingsscriteria”.

**Art. 53.** In onderafdeling III, ingevoegd door artikel 52, wordt artikel 54, opgeheven door het decreet van 13 oktober 2016, opnieuw ingevoerd met de volgende tekst:

“Art. 54. De aanvraag van de creatieovereenkomst omvat:

1. in geval van de eerste creatieovereenkomst, een beknopte voorstelling van de geschiedenis van de operator met de volgende elementen:

a) de algemene administratieve structuur van de operator en, in voorkomend geval, de identificatie van zijn verschillende onderdelen;

b) een lijst met eerdere creaties en hun verspreiding, en van onderzoeks- en experimenteringsactiviteiten, in voorkomend geval, met vermelding van het feit of ze waren ondersteund door de Franse Gemeenschap en met vermelding van eventuele partners;

c) een beschrijving van de acties die gevoerd zijn om de uitoefening van hun culturele vrijheden en rechten door het publiek te bevorderen;

d) de balans en de resultatenrekeningen van het boekjaar dat de indiening van het dossier voorafgaat;

2. voor de termijn waarvan sprake in de aanvraag, een voorstelling van het project, waaronder:

a) een intentienota die het artistieke project van de operator toelicht, evenals de overwogen ontwikkelingspijlars;

b) de overwogen middelen om bij te dragen aan een gediversifieerde vertegenwoordiging van mannen en vrouwen, met inachtneming van de gelijkheid van mannen en vrouwen en de waarden van de interculturaliteit;

c) de dynamiek van het bemiddelingswerk met betrekking tot het publiek;

d) de overwogen sectorale of intersectorale partnerschappen;

3. de voorlopige begroting van de eerste twee jaar van de aanvraag, met daarin met name:

a) het percentage eigen inkomsten;

b) de verdeling van de relatieve lasten:

- voor de werking;

- voor de artistieke betrekking

c) het voorlopig budget van het project als dit verschilt van het budget van de operator zelf;

4. een begrotingsnota die de verdeling van de bedragen toelicht, en met name:

a) de verdeling van de loonlast;

b) de toewijzing van middelen voor de bezoldiging van artistieke en technische prestaties;

c) de manier waarop de begroting van de operator zich verhoudt tot de begroting van het project, in voorkomend geval.

In geval van hernieuwing omvat de aanvraag:

1. een moreel verslag van het project, bepaald in de lopende creatieovereenkomst;

2. de elementen vermeld in het eerste lid, 3. en 4.;

3. in voorkomend geval, een update van de elementen vermeld in het eerste lid, 2.”

**Art. 54.** In onderafdeling III, ingevoegd door artikel 52, wordt artikel 55, opgeheven door het decreet van 13 oktober 2016, opnieuw ingevoerd met volgende tekst:

“Art. 55. Om de aanvraag voor een creatieovereenkomst te beoordelen, maakt de bevoegde adviescommissie gebruik van de volgende criteria:

1. de artistieke en culturele kwaliteit van het project, en in het bijzonder de aandacht voor de meest diverse vormen en expressies in het betrokken domein;

2. de plaats toegewezen aan de kunstenaars en schepers van de Franse Gemeenschap met inachtneming van de gelijkheid van mannen en vrouwen en de waarden van de interculturaliteit;

3. de uitstraling van het project;

4. de meerwaarde van de structurele steun op het vlak van de ontwikkeling van het project;

5. de impact van het project op de uitoefening van zijn culturele vrijheden en rechten door het publiek;

6. de overeenstemming tussen het project en de begrotingsmodaliteiten ervan, met bijzonder aandacht voor de vergoeding van de kunstenaars, schepers en technici.

In het kader van haar analyse zorgt de commissie ervoor dat de geselecteerde projecten in hun geheel bijdragen tot een gediversifieerde voorstelling van vrouwen en mannen.”

**Art. 55.** In deel I, ingevoegd door artikel 47, wordt een onderafdeling IV ingevoegd met daarin artikelen 56 en 57 en met als titel:

“Onderafdeling IV. – Inhoud en duur van de overeenkomst”.

**Art. 56.** In onderafdeling IV, ingevoegd door artikel 55, wordt artikel 56, opgeheven door het decreet van 13 oktober 2016, opnieuw ingevoerd met volgende tekst:

"Art. 56. De creatieovereenkomst bevat de volgende elementen:

1. de periode gedekt door de overeenkomst;
2. het voorwerp van de subsidie, in het bijzonder:
  - a) het of de domein(en) onder deze die bedoeld zijn in artikel 1;
  - b) de beschrijving van het ondersteunde project, aangepast met betrekking tot het daadwerkelijk toegekende bedrag;
3. de uitbetalingssmodaliteiten van de subsidie en in het bijzonder:
  - a) het jaarlijks toegekende bedrag;
  - b) de uitbetalingssmodaliteiten;
  - c) de indexeringsmodaliteiten;
4. de beoordelingsmodaliteiten van het project, en in het bijzonder de inhoud en de modaliteiten voor de indiening van het activiteitenverslag;
5. de verbintenissen van de operator op het vlak van financieel evenwicht;
6. de modaliteiten voor financiële controle door de Franse Gemeenschap, met inbegrip van de modaliteiten voor het opstellen van een saneringsplan, indien nodig;
7. de modaliteiten voor de opschorting, wijziging, opzegging en verlenging van de overeenkomst."

**Art. 57.** In onderafdeling IV, ingevoegd door artikel 55, wordt artikel 57, opgeheven door het decreet van 13 oktober 2016, opnieuw ingevoerd met volgende tekst:

"Art. 57. § 1. De creatieovereenkomst loopt over een periode van drie jaar.

In afwijking daarvan, kan een operator onder een programmaovereenkomst of die ten minste twee opeenvolgende creatieovereenkomsten heeft verkregen, bij de volgende vervaldag van de hernieuwing van de programmaovereenkomsten vragen om een creatieovereenkomst van vijf jaar te verkrijgen.

§ 2. Als de begunstigde tijdens de creatieovereenkomst een programma-overeenkomst of een creatieovereenkomst van vijf jaar bekomt, eindigt die laatste automatisch wanneer de nieuwe overeenkomst van kracht wordt."

**Art. 58.** In deel I, ingevoegd door artikel 47, wordt een onderafdeling V ingevoegd met daarin artikel 58 en met als titel:

"Onderafdeling V. – Activiteitenverslag".

**Art. 59.** In onderafdeling V, ingevoegd door artikel 58, wordt artikel 58, opgeheven door het decreet van 13 oktober 2016, opnieuw ingevoerd met volgende tekst:

"Art. 58. Het activiteitenverslag dat betrekking heeft op een creatieovereenkomst wordt op het einde van elk boekjaar verzonden, binnen de zes maanden die volgen op de afsluiting van deze laatste.

Het verslag bevat:

1. de balansen en rekeningen van het afgelopen boekjaar, opgesteld conform de geldende boekhoudkundige wetten en voorschriften, evenals de jaarrekeningen van uitgaven en inkomsten van het project als deze verschillen van de balansen en rekeningen van de operator zelf;
2. een rekeningnota die de verdeling van de bedragen toelicht, en met name:
  - de verdeling van de loonlast tussen mannen en vrouwen;
  - de toewijzing van middelen voor de bezoldiging van artistieke en technische prestaties, en hun verdeling tussen mannen en vrouwen;
  - de manier waarop de balansen en rekeningen van de operator zich verhouden tot de rekeningen van uitgaven en inkomsten van het project, in voorkomend geval;
3. een update van zijn voorlopige begroting, in voorkomend geval".

**Art. 60.** In hoofdstuk IV, heringevoerd door artikel 46, wordt een deel II ingevoegd met daarin artikelen 59 tot 61/4 en met als titel:

"Deel II. – Dienstenovereenkomsten".

**Art. 61.** In deel II, ingevoegd door artikel 60, wordt een onderafdeling I ingevoegd met daarin artikel 59 en met als titel:

"Onderafdeling 1. – Specifieke doelstellingen".

**Art. 62.** In onderafdeling I, ingevoegd door artikel 61, wordt artikel 59, opgeheven door het decreet van 13 oktober 2016, opnieuw ingevoerd met volgende tekst:

"Art. 59. Aanvullend op de algemene doelstellingen waarvan sprake in artikel 1/1, beoogt het stelsel van de dienstenovereenkomsten om:

- een structurele steun te bieden die aangepast is aan de dienstverlenende structuren, met daarin zowel de werkingskosten van de structuur als deze die verbonden zijn met de gepresteerde activiteiten;
- de toegankelijkheid van de creatie-, productie- en verspreidingsmiddelen verbeteren".

**Art. 63.** In deel II, ingevoegd door artikel 60, wordt een onderafdeling II ingevoegd met daarin artikel 60 en met als titel:

“Onderafdeling 2. - Toekenningsvoorwaarden”.

**Art. 64.** In onderafdeling II, ingevoegd door artikel 63, wordt artikel 60, opgeheven door het decreet van 13 oktober 2016, opnieuw ingevoerd met volgende tekst:

“Art. 60. Om te kunnen genieten van het stelsel van dienstenovereenkomsten, moet de operator:

1. een rechtspersoon zijn die voldoet aan de voorwaarden van artikel 36;
2. hoofdzakelijk vallen onder de categorie van dienstverlenende structuren en niet beschikken over een programmaovereenkomst;
3. de boekhouding voeren en de rekeningen opstellen, conform artikel 3:47 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en Boek III van het Wetboek economisch recht;
4. Een integratie in de professionele netwerken van de sector van de podiumkunsten rechtvaardigen;
5. als het gaat om een eerste overeenkomst, financieel in evenwicht zijn of, als het gaat om een hernieuwing en wanneer er geen financieel evenwicht is, een saneringsplan hebben dat door de regering is goedgekeurd of gelijktijdig op aanvraag een ontwerp van plan voor een financiële sanering voorstellen -;
6. de voorwaarden naleven waaraan Deel III van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerkader inzake cultuur de begunstigde van structurele subsidies ondergeschikt maakt”.

**Art. 65.** In deel II, ingevoegd door artikel 60, wordt een onderafdeling III ingevoegd met daarin artikelen 61 en 61/1 en met als titel:

“Onderafdeling III. – Inhoud van de aanvraag en beoordelingsscriteria”.

**Art. 66.** In onderafdeling III, ingevoegd door artikel 65, wordt artikel 61, opgeheven door het decreet van 13 oktober 2016, opnieuw ingevoerd met volgende tekst:

“Art. 61. De aanvraag van de dienstenovereenkomst omvat:

1. in geval van de eerste dienstenovereenkomst, een beknopte voorstelling van de geschiedenis van de operator met de volgende elementen:
  - a) de algemene administratieve structuur van de operator en, in voorkomend geval, de identificatie van de verschillende onderdelen;
  - b) een beschrijving van de activiteiten die zijn uitgevoerd in de Franse Gemeenschap, op nationale en internationale schaal;
  - c) een beschrijving van de uitgevoerde acties om de toegankelijkheid van de creatie-, productie- en verspreidingsmiddelen te verbeteren, met inbegrip van digitale middelen, voor professionals;
  - d) de balans en de resultatenrekeningen van het boekjaar dat de indiening van het dossier voorafgaat;
2. voor de periode waarvan sprake in de aanvraag, de voorstelling van het project, waaronder:
  - a) een intentienota die het project en de opdrachten van de operator toelicht, evenals de overwogen ontwikkelingspijlars;
  - b) de overwogen middelen om de kunstenaars en schepers van de Franse Gemeenschap te waarderen en om bij te dragen toteen gediversifieerde vertegenwoordiging van mannen en vrouwen, met inachtneming van de gelijkheid van mannen en vrouwen en de waarden van de interculturaliteit;
  - c) de dynamiek van onderlinge verdeling, met het oog op duurzaamheid;
  - d) de dynamiek van sectorale of intersectorale samenwerking, met inbegrip van overwogen partnerschappen;
3. de voorlopige begroting van de eerste twee jaren van de aanvraag, met daarin met name:
  - a) het percentage eigen inkomsten;
  - b) de voorlopige begroting van het project als dit verschilt van de begroting van de operator zelf;
4. een begrotingsnota die de verdeling van de bedragen toelicht, en met name de manier waarop de begroting van de operator zich verhoudt tot de begroting van het project, in voorkomend geval.

In geval van hernieuwing omvat de aanvraag:

1. een moreel verslag van het project, bepaald in de lopende dienstenovereenkomst;
2. de elementen vermeld in het eerste lid, 3. en 4.;
3. in voorkomend geval, een update van de elementen vermeld in het eerste lid, 2.”

**Art. 67.** In onderafdeling III, ingevoegd door artikel 65, wordt een artikel 61/1 ingevoegd dat luidt als volgt:

“Art. 61/1. Om de aanvraag voor een dienstenovereenkomst te beoordelen, maakt de bevoegde adviescommissie gebruik van de volgende criteria:

1. de artistieke en culturele kwaliteit van het project, en in het bijzonder de aandacht voor de meest diverse vormen en expressies in het betrokken domein;
2. de plaats toegewezen aan de kunstenaars en schepers van de Franse Gemeenschap, met inachtneming van de gelijkheid van mannen en vrouwen en de waarden van de interculturaliteit;
3. de kwaliteit en originaliteit van de sectorale of intersectorale samenwerkingsdynamiek;
4. de toegankelijkheid van de productie-, creatie- en verspreidingsmiddelen, met inbegrip van digitale middelen, voor professionals, en de aandacht voor de onderlinge verdeling en de duurzaamheid;
5. de overeenstemming tussen het project en de begrotingsmodaliteiten ervan, met bijzonder aandacht voor de rechtstreekse of onrechtstreekse bezoldiging van de kunstenaars, schepers en technici.

In het kader van haar analyse zorgt de commissie ervoor dat de geselecteerde projecten in hun geheel bijdragen tot een gediversifieerde voorstelling van vrouwen en mannen.”

**Art. 68.** In deel II, ingevoegd door artikel 60, wordt een onderafdeling IV ingevoegd met daarin artikelen 61 en 61/3 en met als titel:

*"Onderafdeling IV. – Inhoud en duur van de overeenkomst".*

**Art. 69.** In onderafdeling IV, ingevoegd door artikel 68, wordt een artikel 61/2 ingevoegd dat luidt als volgt:

*"Art. 61/2. De dienstenovereenkomst bevat de volgende elementen:*

1. de periode gedekt door de overeenkomst;
2. het voorwerp van de subsidie, in het bijzonder:
  - a) het of de domeinen onder deze die bedoeld zijn in artikel 1;
  - b) de beschrijving van het ondersteunde project, aangepast met betrekking tot het daadwerkelijk toegekende bedrag;
  - c) de toevertrouwde specifieke opdrachten, in voorkomend geval;
3. de toekenningsmodaliteiten van de subsidie en in het bijzonder:
  - a) het jaarlijks toegekende bedrag;
  - b) de uitbetalingssmodaliteiten;
  - c) de indexeringsmodaliteiten;
4. de beoordelingsmodaliteiten van het project, en in het bijzonder de inhoud en de modaliteiten voor de indiening van het activiteitenverslag;
5. de verbintenissen van de operator op het vlak van financieel evenwicht;
6. de modaliteiten voor financiële controle door de Franse Gemeenschap, met inbegrip van de modaliteiten voor het opstellen van een saneringsplan, indien nodig;
7. de modaliteiten voor de opschorting, wijziging, opzegging en hernieuwing van de overeenkomst."

**Art. 70.** In onderafdeling IV, ingevoegd door artikel 68, wordt een artikel 61/3 ingevoegd dat luidt als volgt:

*"Art. 61/3. § 1. De dienstenovereenkomst loopt over een periode van drie jaar.*

In afwijking daarvan, kan een operator onder programmaovereenkomst of die ten minste twee opeenvolgende dienstenovereenkomsten heeft verkregen, bij de volgende vervaldag van de vernieuwing van de programmaovereenkomsten vragen om een dienstenovereenkomst van vijf jaar te krijgen.

§ 2. Als de begunstigde tijdens de dienstenovereenkomst een programmaovereenkomst of een dienstenovereenkomst van vijf jaar verkrijgt, eindigt deze automatisch wanneer de nieuwe overeenkomst van kracht wordt."

**Art. 71.** In deel II, ingevoegd door artikel 60, wordt een onderafdeling V ingevoegd met daarin artikel 61/4 en met als titel:

*"Onderafdeling V. – Activiteitenverslag".*

**Art. 72.** In onderafdeling V, ingevoegd door artikel 71, wordt een artikel 61/4 ingevoegd dat luidt als volgt:

*"Art. 61/4. Het activiteitenverslag dat betrekking heeft op een dienstenovereenkomst wordt op het einde van elk boekjaar verzonden, binnen de zes maanden die volgen op de afsluiting van deze laatste.*

Het verslag bevat:

1. de balansen en rekeningen van het afgelopen boekjaar, opgesteld conform de geldende boekhoudkundige wetten en voorschriften, evenals de jaarrekeningen van uitgaven en inkomsten van het project als deze verschillen van de balansen en rekeningen van de operator zelf;
2. een rekeningnota die de verdeling van de bedragen toelicht, en met name:
  - a) de verdeling van de loonlast tussen mannen en vrouwen;
  - b) de manier waarop de balansen en rekeningen van de operator zich verhouden tot de rekeningen van uitgaven en inkomsten van het project, in voorkomend geval;
3. een update van zijn voorlopige begroting, in voorkomend geval."

**Art. 73.** In hoofdstuk IV, heringevoerd door artikel 46, wordt een deel III ingevoegd met daarin artikelen 61/5 tot 61/11 en met als titel:

*"Deel III. – Verspreidingsovereenkomsten".*

**Art. 74.** In deel III, ingevoegd door artikel 73, wordt een onderafdeling I ingevoegd met daarin artikel 61/5 en met als titel:

*"Onderafdeling 1. – Specifieke doelstellingen".*

**Art. 75.** In onderafdeling I, ingevoegd door artikel 74, wordt een artikel 61/5 ingevoegd dat luidt als volgt:

*"Art. 61/5. Aanvullend op de algemene doelstellingen waarvan sprake in artikel 1/1, beoogt het stelsel van de verspreidingsovereenkomsten om:*

1. een structurele steun te bieden die aangepast is aan de verspreidingsplaatsen en festivals, met daarin zowel de werkingskosten van de structuur als die van de gepresteerde activiteiten;
2. toe te laten dat de verspreidingsplaatsen en festivals zich territoriaal kunnen verankeren met betrekking tot het publiek;
3. de toegankelijkheid van de verspreidingsmiddelen te verbeteren."

**Art. 76.** In deel III, ingevoegd door artikel 73, wordt een onderafdeling II ingevoegd met daarin artikel 61/6 en met als titel:

*"Onderafdeling 2. - Toekenningsvoorwaarden".*



**Art. 77.** In onderafdeling II, ingevoegd door artikel 76, wordt een artikel 61/6 ingevoegd dat luidt als volgt:

"Art. 61/6. Om te kunnen genieten van het stelsel van verspreidingsovereenkomsten, moet de operator:

1. een rechtspersoon zijn die voldoet aan de voorwaarden van artikel 36;
2. hoofdzakelijk vallen onder de categorie van verspreidingsplaatsen of festivals en niet beschikken over een programmaovereenkomst
3. de boekhouding voeren en de rekeningen opstellen, conform artikel 3:47 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en Boek III van het Wetboek economisch recht;
4. een integratie in de professionele netwerken van de sector van de podiumkunsten rechtvaardigen;
5. als het gaat om een eerste overeenkomst, financieel in evenwicht zijn of, als het gaat om een hernieuwing en wanneer er geen financieel evenwicht is, een saneringsplan hebben dat door de regering is goedgekeurd of gelijktijdig op aanvraag een ontwerp van plan voor een financiële sanering voorstellen ;
6. de voorwaarden naleven waaraan Deel III van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerkader inzake cultuur de begunstigde van structurele subsidies ondergeschikt maakt."

**Art. 78.** In deel III, ingevoegd door artikel 73, wordt een onderafdeling III ingevoegd met daarin artikelen 61/7 en 61/8 en met als titel:

"Onderafdeling III. – Inhoud van de aanvraag en beoordelingsscriteria".

**Art. 79.** In onderafdeling III, ingevoegd door artikel 78, wordt een artikel 61/7 ingevoegd dat luidt als volgt:

"Art. 61/7. De aanvraag van de verspreidingsovereenkomst omvat:

1. in geval van de eerste verspreidingsovereenkomst, een beknopte voorstelling van de geschiedenis van de operator met de volgende elementen:

- a) de algemene administratieve structuur van de operator en, in voorkomend geval, de identificatie van de verschillende onderdelen;
- b) een beschrijving van de activiteiten die zijn uitgevoerd in de Franse Gemeenschap, op nationale en internationale schaal;
- c) een beschrijving van de acties die gevoerd zijn om de uitoefening van hun culturele vrijheden en rechten door het publiek te bevorderen;

c) een beschrijving van de uitgevoerde acties om de toegankelijkheid van de verspreidingsmiddelen te verbeteren, met inbegrip van digitale middelen, voor professionals;

e) de balans en de resultatenrekeningen van het boekjaar dat de indiening van het dossier voorafgaat;

2. voor de periode waarvan sprake in de aanvraag, de voorstelling van het project, waaronder:

- a) een intentienota die het project en de opdrachten van de operator toelicht, evenals de overwogen ontwikkelingspijlers;
- b) de overwogen middelen om de kunstenaars en schepers van de Franse Gemeenschap te waarderen en om bij te dragen tot een gediversifieerde vertegenwoordiging van mannen en vrouwen, met inachtneming van de gelijkheid van mannen en vrouwen en de waarden van de interculturaliteit;
- c) de dynamiek van het bemiddelingswerk met betrekking tot het publiek en met het oog op territoriale verankering;

d) de dynamiek van onderlinge verdeling, met het oog op duurzaamheid;

e) de dynamiek van sectorale of intersectorale samenwerking, met inbegrip van de overwogen partnerschappen;

3. de voorlopige begroting van de eerste twee jaren van de aanvraag, met daarin met name:

a) het percentage eigen inkomsten;

b) de verdeling van de relatieve lasten:

- voor de werking;

- voor de bezoldiging van artistieke prestaties;

c) de voorlopige begroting van het project, als dit verschilt van de begroting van de operator zelf;

4. een begrotingsnota die de verdeling van de bedragen toelicht, en met name:

a) de verdeling van de loonlast;

b) de toewijzing van middelen voor de bezoldiging van artistieke en technische prestaties;

c) de manier waarop de begroting van de operator zich verhoudt tot de begroting van het project, in voorkomend geval.

In geval van hernieuwing omvat de aanvraag:

1. een moreel verslag van het project, bepaald in de lopende verspreidingsovereenkomst;

2. de elementen vermeld in het eerste lid, 3. en 4.;

3. in voorkomend geval, een update van de elementen vermeld in het eerste lid, 2."

**Art. 80.** In onderafdeling III, ingevoegd door artikel 78, wordt na artikel 61/7 een artikel 61/8 ingevoegd dat luidt als volgt:

"Art. 61/8. Om de aanvraag voor een verspreidingsovereenkomst te beoordelen, maakt de bevoegde adviescommissie gebruik van de volgende criteria:

1. de artistieke en culturele kwaliteit van het project, en in het bijzonder de aandacht voor de meest diverse vormen en expressies in het betrokken domein;

2. de plaats toegewezen aan de kunstenaars en schepers van de Franse Gemeenschap, met inachtneming van de gelijkheid van mannen en vrouwen en de waarden van de interculturaliteit;

3. de kwaliteit en originaliteit van de sectorale of intersectorale samenwerkingsdynamiek;

4. de toegankelijkheid van de verspreidingsmiddelen, met inbegrip van digitale middelen, voor professionals, en de aandacht voor de onderlinge verdeling en de duurzaamheid;

5. de impact op de uitoefening van zijn culturele vrijheden en rechten door het publiek, met betrekking tot de territoriale verankering van de operator;

6. de overeenstemming tussen het project en de begrotingsmodaliteiten ervan, met bijzonder aandacht voor de rechtstreekse of onrechtstreekse bezoldiging van de kunstenaars, schepers en technici.

In het kader van haar analyse zorgt de commissie ervoor dat de geselecteerde projecten in hun geheel bijdragen tot een gediversifieerde voorstelling van vrouwen en mannen."

**Art. 81.** In deel III, ingevoegd door artikel 73, wordt een onderafdeling IV ingevoegd met daarin artikelen 61/9 en 61/10 en met als titel:

"Onderafdeling IV. – Inhoud en duur van de overeenkomst".

**Art. 82.** In onderafdeling IV, ingevoegd door artikel 81, wordt een artikel 61/9 ingevoegd dat luidt als volgt:

"Art. 61/9. De verspreidingsovereenkomst bevat de volgende elementen:

1. de periode gedekt door de overeenkomst;

2. het voorwerp van de subsidie, in het bijzonder:

a) het of de domeinen onder deze die bedoeld zijn in artikel 1;

b) de beschrijving van het ondersteunde project, aangepast met betrekking tot het daadwerkelijk toegekende bedrag;

c) de toevertrouwde specifieke opdrachten, in voorkomend geval;

3. de toekenningsmodaliteiten van de subsidie en in het bijzonder:

a) het jaarlijks toegekende bedrag;

b) de uitbetalingsmodaliteiten;

c) de indexeringsmodaliteiten;

3. de beoordelingsmodaliteiten van het project, en, in het bijzonder, de inhoud en de modaliteiten voor de indiening van het activiteitenverslag;

4. de verbintenissen van de operator op het vlak van financieel evenwicht;

5. de modaliteiten voor financiële controle door de Franse Gemeenschap, met inbegrip van de modaliteiten voor het opstellen van een saneringsplan, indien nodig;

6. de modaliteiten voor de opschorting, wijziging, opzegging en hernieuwing van de overeenkomst."

**Art. 83.** In onderafdeling IV, ingevoegd door artikel 81, wordt na artikel 61/9 een artikel 61/10 ingevoegd dat luidt als volgt:

"Art. 61/10. § 1. De verspreidingsovereenkomst loopt over een periode van drie jaar.

In afwijking daarvan, kan een operator onder programmaovereenkomst of die ten minste twee opeenvolgende verspreidingsovereenkomsten heeft verkregen, bij de volgende vervaldag van de hernieuwing van de programmaovereenkomsten vragen om een verspreidingsovereenkomst van vijf jaar te krijgen.

§ 2. Als de begunstigde tijdens de verspreidingsovereenkomst een programmaovereenkomst of een verspreidingsovereenkomst van vijf jaar verkrijgt, eindigt deze automatisch wanneer de nieuwe overeenkomst van kracht wordt."

**Art. 84.** In deel III, ingevoegd door artikel 73, wordt een onderafdeling V ingevoegd met daarin artikel 61/11 en met als titel:

"Onderafdeling V. – Activiteitenverslag".

**Art. 85.** In onderafdeling V, ingevoegd door artikel 84, wordt een artikel 61/11 ingevoegd dat luidt als volgt:

"Art. 61/11. Het activiteitenverslag dat betrekking heeft op een verspreidingsovereenkomst wordt op het einde van elk boekjaar verzonden, binnen de zes maanden die volgen op de afsluiting van deze laatste.

Het verslag bevat:

1. de balansen en rekeningen van het afgelopen boekjaar, opgesteld conform de geldende boekhoudkundige wetten en voorschriften, evenals de jaarrekeningen van uitgaven en inkomsten van het project als deze verschillen van de balansen en rekeningen van de operator zelf;

2. een rekeningennota die de verdeling van de bedragen toelicht, en met name:

a) de verdeling van de loonlast tussen mannen en vrouwen;

b) de toewijzing van middelen voor de bezoldiging van artistieke en technische prestaties, en hun verdeling tussen mannen en vrouwen;

c) de manier waarop de balansen en rekeningen van de operator zich verhouden tot de rekeningen van uitgaven en inkomsten van het project, in voorkomend geval;

3. een update van zijn voorlopige begroting, in voorkomend geval."

HOOFDSTUK 7. — *Wijzigingen aangebracht aan het stelsel van de programmaovereenkomsten*

**Art. 86.** In hoofdstuk V van dezelfde titel wordt de titel van deel I vervangen door wat volgt:

"Deel I. – Specifieke doelstellingen".

**Art. 87.** Artikel 62 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 62. Aanvullend op de algemene doelstellingen waarvan sprake in artikel 1/1, beoogt het stelsel van de programmaovereenkomsten om:

1. een gemeenschappelijke structurele steun te bieden aan alle categorieën operatoren, met daarin zowel de werkingskosten van de operator als die van de gepresteerde activiteiten;

2. toe te laten aan de operatoren om hun territoriale verankering te ontwikkelen, in een sectoraal of intersectoraal kader, met betrekking tot het publiek en hun betrokkenheid in artistieke en maatschappelijke uitdagingen;
3. de toegankelijkheid van de creatie-, productie- en verspreidingsmiddelen te verbeteren”.

**Art. 88.** In hoofdstuk V van dezelfde titel wordt de titel van deel II vervangen door wat volgt:

“Deel II. - Toekenningsvoorwaarden”.

**Art. 89.** Artikel 63 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 63. Om te kunnen genieten van het stelsel van programmaovereenkomsten, moet de operator:

1. een rechtspersoon zijn die voldoet aan de voorwaarden van artikel 36;
2. om meer dan € 150.000 te verkrijgen, gemiddeld, gedurende de door de overeenkomst gedekte periode, jaarlijks ten minste 1,5 VTE tewerkstellen;
3. de boekhouding voeren en de rekeningen opstellen, conform artikel 3:47 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en Boek III van het Wetboek economisch recht;
4. een regelmatige beroepsactiviteit in de sector van de podiumkunsten sedert ten minste 3 jaar bewijzen;
5. gedurende de termijn van zijn programmaovereenkomst ten minste 12,5% eigen inkomsten realiseren, zoals bepaald in artikel 1, 8., van dit decreet;
6. als het gaat om een eerste overeenkomst, financieel in evenwicht zijn of, als het gaat om een hernieuwing en wanneer er geen financieel evenwicht is, een saneringsplan hebben dat door de regering is goedgekeurd of gelijktijdig op aanvraag een ontwerp van plan voor een financiële sanering voorstellen;
7. de voorwaarden naleven waaraan Deel III van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerkader inzake cultuur de begunstigde van structurele subsidies ondergeschikt maakt.

Na raadpleging van de bevoegde kamers, bepaalt de regering de types activiteiten die krachtens de nagestreefde doelstellingen afwijken van 5. van het eerste lid”.

**Art. 90.** In hoofdstuk V van dezelfde titel wordt de titel van deel III vervangen door wat volgt:

“Deel III. – Inhoud van de aanvraag en beoordelingscriteria”.

**Art. 91.** Artikel 64 van hetzelfde decreet wordt verplaatst naar deel III van hetzelfde hoofdstuk en wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 64. De aanvraag voor de programmaovereenkomst omvat:

1. in geval van de eerste programmaovereenkomst, een beknopte voorstelling van de geschiedenis van de operator met de volgende elementen:
  - a) de algemene administratieve structuur van de operator en, in voorkomend geval, de identificatie van de verschillende onderdelen;
  - b) een beschrijving van de activiteiten die zijn uitgevoerd in de Franse Gemeenschap, op nationale en internationale schaal;
  - c) het beoogde publiek en de uitgevoerde werkdynamiek met dit publiek om de uitoefening van hun culturele vrijheden en rechten te bevorderen;
  - d) de dynamiek van sectorale of intersectorale samenwerking;
  - e) de balans en de resultatenrekeningen van het boekjaar dat de indiening van het dossier voorafgaat;
2. voor de vijf jaar waarvan sprake in de aanvraag, de voorstelling van het project, waaronder:
  - a) een intentienota die het project en de opdrachten van de operator toelicht, evenals de overwogen ontwikkelingspijlers;
  - b) de kwantitatieve en kwalitatieve doelstellingen van de begeleiding, ondersteuning of promotie van kunstenaars en schepers van de Franse Gemeenschap, met inbegrip van de overwogen middelen om bij te dragen tot een gediversifieerde vertegenwoordiging van mannen en vrouwen, met inachtneming van de gelijkheid van mannen en vrouwen en de waarden van de interculturaliteit;
  - c) de dynamiek van het bemiddelingswerk met betrekking tot het publiek, en met inbegrip van:
    - de dynamiek van de territoriale verankering;
    - het overwogen, beleid voor fysieke, geografische en financiële toegankelijkheid
  - d) de dynamiek van onderlinge verdeling, met het oog op duurzaamheid;
  - e) de dynamiek van sectorale of intersectorale samenwerking, met inbegrip van overwogen partnerschappen;
3. de lijst met voorziene activiteiten voor de eerste twee jaren van de aanvraag, evenals hun bezoek en/of verspreiding, in voorkomend geval;
4. de voorlopige begroting van de eerste twee jaren van de aanvraag, met daarin met name:
  - a) het percentage eigen inkomsten;
  - b) de verdeling van de relatieve lasten:
    - voor de werking;
    - voor de tewerkstelling, met de artistieke werkgelegenheid afzonderlijk;
    - voor de artistieke activiteiten, met inbegrip van de inbreng in co-productie;
    - voor de infrastructuren;
  - c) de voorlopige begroting van het project, als dit verschilt van de begroting van de operator zelf;
5. een begrotingsnota die de verdeling van de bedragen toelicht, en met name:
  - a) de verdeling van de loonlast, met de directiefuncties afzonderlijk in de zin van artikel 1, 20. tot 22.;
  - b) de toewijzing van middelen voor de bezoldiging van artistieke en technische prestaties;
  - c) de toewijzing van de middelen voor begeleiding van kunstenaars en schepers

d) de manier waarop de begroting van de operator zich verhoudt tot de begroting van het project, in voorkomend geval;

6. de regels van goed bestuur die de operator zichzelf oplegt, conform artikel 76/1, voor de vijf jaar waarvan sprake in de aanvraag.”

In geval van hernieuwing omvat de aanvraag:

1. de elementen vermeld in het eerste lid, 3. tot 5.;
2. een moreel verslag van het project en de doelstellingen bepaald in de lopende programmaovereenkomst;
3. in voorkomend geval, een update van de elementen vermeld in het eerste lid, 2. en 6.

Als het gaat om een dienstverlenende structuur, verspreidingsplaats, creatieplaats of podiumkunsten centrum, dan houdt de in het tweede lid, 3., vermelde update rekening met de uitgevoerde zelfevaluatie.”

**Art. 92.** Artikel 65 van hetzelfde decreet wordt verplaatst naar deel III van hetzelfde hoofdstuk en wordt vervangen door wat volgt:

”Art. 65. Om de aanvraag van de programmaovereenkomst te beoordelen, houdt de bevoegde adviescommissie rekening met de specificiteit van de aanvrager en maakt ze gebruik van de volgende criteria:

1. de artistieke en culturele kwaliteit van het project en, in het bijzonder, de aandacht voor de meest diverse vormen en expressies in het betrokken domein;
2. de plaats toegewezen aan de kunstenaars en schepers van de Franse Gemeenschap, met inachtneming van de gelijkheid van mannen en vrouwen en de waarden van de interculturaliteit;
3. de kwaliteit en originaliteit van de sectorale of intersectorale samenwerkingsdynamiek;
4. de toegankelijkheid van de productie-, creatie- en verspreidingsmiddelen, met inbegrip van digitale middelen, voor professionals, en de aandacht voor de onderlinge verdeling en de duurzaamheid;
5. de impact op de uitoefening van zijn culturele vrijheden en rechten door het publiek, met betrekking tot de territoriale verankering van de operator;
6. de overeenstemming tussen het project en de begrotingsmodaliteiten ervan, met bijzonder aandacht voor de rechtstreekse of onrechtstreekse vergoeding van de kunstenaars, schepers en technici;
7. de bijdrage tot de artistieke werkgelegenheid, beoordeeld op grond van:
  - a) de artistieke werkgelegenheidsgraad in vergelijking met de totale werkgelegenheidsgraad;
  - b) het deel van de uitgaven besteed aan de artistieke werkgelegenheid in vergelijking met dat besteed aan de werking;
  - c) de naleving van de toepasselijke barema's, in voorkomend geval.

In het kader van haar analyse zorgt de commissie ervoor dat de geselecteerde projecten in hun geheel bijdragen tot een gediversifieerde voorstelling van vrouwen en mannen.”

**Art. 93.** Het artikel 65/1 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 94.** In hoofdstuk V van dezelfde titel wordt de titel van deel IV vervangen door wat volgt:

”Afdeling 4. – Inhoud en duur van de overeenkomst”.

**Art. 95.** Artikel 66 van hetzelfde decreet wordt verplaatst naar deel IV van hetzelfde hoofdstuk en wordt vervangen door wat volgt:

”Art. 66. De programmaovereenkomst bevat de volgende elementen:

1. de periode gedekt door de overeenkomst;
2. het voorwerp van de subsidie, in het bijzonder:
  - a) het of de domeinen onder deze die bedoeld zijn in artikel 1;
  - b) de beschrijving van het ondersteunde project, aangepast met betrekking tot het daadwerkelijk toegekende bedrag;
  - c) de kwantitatieve en kwalitatieve doelstellingen bepaald op het vlak van begeleiding, ondersteuning of promotie van kunstenaars en schepers van de Franse Gemeenschap;
  - d) de toevertrouwde specifieke opdrachten, in voorkomend geval;
3. de toekenningsmodaliteiten van de subsidie en in het bijzonder:
  - a) het jaarlijks toegekende bedrag;
  - b) de uitbetalingssmodaliteiten;
  - c) de indexeringsmodaliteiten;
4. de beoordelingsmodaliteiten van het project, en in het bijzonder:
  - a) een beschrijving van de zelfevaluatie, met inbegrip van:
    - de evaluatiecriteria van de gestelde doelstellingen;
    - de te gebruiken methodologie om de genderspecifieke verdeling van de middelen te evalueren;
  - b) de inhoud en de modaliteiten voor de indiening van het activiteitenverslag;
5. de verbintenissen van de operator op het vlak van
  - financiële evenwicht;
  - goed bestuur;
  - respect voor de gebruikers;
6. de modaliteiten voor financiële controle door de Franse Gemeenschap, met inbegrip van de modaliteiten voor het opstellen van een saneringsplan, indien nodig;
7. de modaliteiten voor de begeleiding door de regeringsdiensten;

8. de modaliteiten voor de opschorting, wijziging, opzegging en hernieuwing van de overeenkomst;
9. in bijlage, een woordenlijst van de soorten partnerschappen.

Als een operator een infrastructuur geniet die aan de Franse Gemeenschap toebehoort of door deze wordt gefinancierd, dan kunnen de specifieke opdrachten waarvan sprake in het eerste lid, 2., d) de verplichting bevatten om er kunstenaars of scheppers van de Franse Gemeenschap in residentie te onthalen of om er, af en toe en beperkt in de tijd, visitekaartjes van de sector te verwelkomen ten voordele van de sector van de podiumkunsten.

Als de operator structureel wordt ondersteund door meerdere overheidsinstanties, kan de programmaovereenkomst gezamenlijk door deze instanties worden ondertekend."

**Art. 96.** Artikel 67 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 67. De programmaovereenkomst loopt over een periode van vijf jaar."

**Art. 97.** In hoofdstuk V van dezelfde titel wordt de titel van deel V vervangen door wat volgt:

"Afdeling 5. – Activiteitenverslag".

**Art. 98.** Artikel 68 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 68. § 1. Het activiteitenverslag dat betrekking heeft op programmaovereenkomst wordt op het einde van elk boekjaar verzonden, binnen de zes maanden die volgen op de afsluiting van deze laatste.

Het verslag over het eerste jaar van de overeenkomst bevat:

1. een zelfevaluatie van het project en de kwantitatieve en kwalitatieve doelstellingen bepaald in de lopende programmaovereenkomst;

2. de balansen en rekeningen van het afgelopen boekjaar, opgesteld conform de geldende boekhoudkundige wetten en voorschriften, evenals de jaarrekeningen van uitgaven en inkomsten van het project als deze verschillen van de balansen en rekeningen van de operator zelf;

3. een rekeningnota die de verdeling van de bedragen toelicht, en met name:

- a) de verdeling van de loonlast tussen mannen en vrouwen, met de directiefuncties afzonderlijk in de zin van artikel 1, 20. tot 22.;

- b) de toewijzing van middelen voor de begeleiding van kunstenaars en scheppers, en hun verdeling tussen mannen en vrouwen;

- c) de toewijzing van middelen voor de bezoldiging van artistieke en technische prestaties, en hun verdeling tussen mannen en vrouwen;

- d) de manier waarop de balansen en rekeningen van de operator zich verhouden tot de rekeningen van uitgaven en inkomsten van het project, in voorkomend geval;

4. de bijgewerkte voorlopige begroting van het volgende boekjaar.

Het verslag over het tweede jaar van de overeenkomst bevat uitsluitend de elementen vermeld in het tweede lid, 2. tot 4.

De verslagen over het derde, vierde en vijfde jaar van de overeenkomst bevatten:

1. enkel de elementen vermeld in het tweede lid, 2° tot 4°, als het advies uitgebracht overeenkomstig § 2 positief is;

2. alle elementen vermeld in het tweede lid, als het advies uitgebracht overeenkomstig § 2 negatief is.

§ 2. In de loop van het derde jaar van de overeenkomst analyseert de begunstigde zijn proces van zelfevaluatie met de begeleiding van de door de regering aangestelde dienst, en bereidt hij met deze dienst zijn verslag van zelfevaluatie van het afgelopen boekjaar voor. Dit verslag wordt vóór 30 september van het lopende jaar verzonden naar de regeringsdiensten.

Na afloop van deze begeleiding verstrekt de door de regering aangestelde dienst een advies over de kwaliteit van het proces van zelfevaluatie, waarbij hij rekening houdt met:

1. het vermogen van de operator om zijn activiteiten zelf te evalueren met betrekking tot het project en de doelstellingen bepaald in zijn programmaovereenkomst;

2. het vermogen van de operator om een actieplan op te stellen met betrekking tot zijn zelfevaluatie;

3. het vermogen van de operator om zijn voorlopige begroting op te stellen in overeenstemming met zijn actieplan;

Dit advies wordt naar de begunstigde en de bevoegde adviescommissie gestuurd. In voorkomend geval, kan het ook mondeling aan deze commissie worden voorgelegd.

§ 3. Op voorstel van de regeringsdiensten, of op vraag van de operator, kan de regering beslissen om ook een begeleiding te voorzien in de loop van het vierde en vijfde jaar van de overeenkomst.

§ 4. In afwijking van paragraaf 1 bevat het activiteitenverslag van de creatiestructuren en festivals uitsluitend de elementen vermeld in punten 2. tot 4.

Paragrafen 2 en 3 zijn niet van toepassing voor de creatiestructuren en festivals."

**Art. 99.** Artikel 69 van hetzelfde decreet is opgeheven.

**Art. 100.** In hoofdstuk V van dezelfde titel worden deel VI en artikel 70/1 daarin opgeheven.

**Art. 101.** In hoofdstuk V van dezelfde titel worden deel VII en artikel 71 daarin opgeheven.

#### HOOFDSTUK 8. — *Overige wijzigingen*

**Art. 102.** In artikel 72 van hetzelfde decreet worden de woorden "meerjarensteun" vervangen door de woorden "van creatie-, diensten-, verspreidingsovereenkomsten en programmaovereenkomsten".

**Art. 103.** In hetzelfde decreet wordt de titel van titel VIII vervangen door wat volgt:

"Titel VIII. – De begeleiding door de regeringsdiensten".

**Art. 104.** Artikel 73 van hetzelfde decreet is opgeheven.

**Art. 105.** In artikel 74, 2., van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. de woorden „, en, in voorkomend geval, aan de bevoegde adviescommissie,“ worden ingevoegd tussen de woorden „diensten van de Regering“ en de woorden „bij de“;
2. de woorden „van creatie-, diensten-, verspreidingsovereenkomsten en“ worden ingevoegd tussen de woorden „samenstelling en evaluatie“ en de woorden „van de programmacontracten“.

**Art. 106.** In artikel 76 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in § 1, eerste lid, worden de woorden „ een creatieovereenkomst, een dienstenovereenkomst, een verspreidingsovereenkomst of“ ingevoegd tussen het woord „met“ en de woorden „van een programmacontract“;
2. in § 2, eerste lid, worden de woorden „een creatieovereenkomst, een dienstenovereenkomst, een verspreidingsovereenkomst of“ ingevoegd tussen het woord „met“ en de woorden „van een programmacontract“;
3. in § 3, eerste lid, worden de woorden „de creatieovereenkomst, dienstenovereenkomst, verspreidingsovereenkomst of“ ingevoegd tussen de woorden „de subsidie en“ en de woorden „het programmacontract“;
4. in § 4, eerste lid, worden de woorden „de creatieovereenkomst, dienstenovereenkomst, verspreidingsovereenkomst of“ ingevoegd tussen de woorden „de toelage en“ en de woorden „het programmacontract.“

#### HOOFDSTUK IX. — Slotbepalingen

**Art. 107.** De financiële hulp die is toegekend vóór de inwerkingtreding van dit decreet, blijft vallen onder de toepasselijke regels op de dag van zijn toekenning.

**Art. 108.** De operatoren die de toekenning of hernieuwing van een creatie-, diensten-, verspreidingsovereenkomst of programmaovereenkomst met inwerkingtreding op 1 januari 2024 willen aanvragen, moeten hun aanvraag ten laatste op 28 november 2022 indienen.

In afwijking van artikelen 57, § 1, tweede lid, 61/3, § 1, tweede lid, en 61/10, § 1, tweede lid, van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten, zoals gewijzigd door dit decreet, kunnen de operatoren die tussen 1 januari 2018 en 31 december 2023 ononderbroken meerjarensteun voor het project hebben genoten, onmiddellijk een creatie-, diensten- of verspreidingsovereenkomst met een termijn van vijf jaar aanvragen.

In afwijking van artikel 64, derde lid, van voormeld decreet, zoals gewijzigd door dit decreet, zijn de operatoren die de hernieuwing aanvragen van hun programmaovereenkomst met inwerkingtreding op 1 januari 2024 vrijgesteld van een zelfevaluatie alvorens ze hun aanvraag indienen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 juli 2022.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op „Wallonie-Bruxelles Enseignement“,

F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—  
Nota

*Zitting 2021-2022*

Stukken van het parlement. Ontwerp van decreet, nr. 423-1. – Commissie-amendementen, nr. 423-2 - Commissieverslag, nr. 423-3 – Tijdens de commissie aangenomen tekst, nr. 423-4 - Vergaderingsamendement(en), nr. 423-5 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 423-6

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. - Vergadering van 19 juli 2022.

### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2022/21121]

#### 20 JUILLET 2022. — Décret relatif au parcours d'enseignement qualifiant

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

#### TITRE 1<sup>er</sup>. — DISPOSITIONS INTRODUCTIVES

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret s'applique aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> degrés de l'enseignement secondaire qualifiant, technique et artistique de qualification, et professionnel, de plein exercice et en alternance, ordinaire et spécialisé de formes 3 et 4, organisé ou subventionné par la Communauté française.

**Art. 2.** Dans le présent décret, il faut entendre par:

1. « Acquis d'apprentissage »: ce qu'un élève sait, comprend, est capable de réaliser au terme d'un processus d'apprentissage; les acquis d'apprentissage sont définis en termes de savoirs, d'aptitudes et de compétences, au sens de la recommandation du Conseil du 22 mai 2017 concernant le cadre européen des certifications pour l'apprentissage tout au long de la vie et annulant la recommandation du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 établissant le cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie;